

• revue bimestrielle  
d'information  
et d'analyse

# politikā

avril  
mai  
2017

#05



conseillers | page 10

Plongée  
chez les initiés



dossier | page 14

*Vindictes populaires, déficit de confiance, inflation, conflits institutionnels...*

## COMMENT RECOLLER LES MORCEAUX ?

*Ceci n'est pas un  
débât politique.*



becom

## FORMATION de JEUNES JOURNALISTES (FDJ)

La Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) réalise sa mission de promotion de la culture démocratique et de la relève, et continue son appui aux jeunes journalistes. Dans toute la diversité de leur ligne éditoriale et de leur mode d'intervention auprès du public, les médias contribuent à forger l'opinion publique, pouvant ainsi influencer en faveur ou contre l'apparition et le développement de visions et de meilleures pratiques de gouvernance pour la nation et pour la jeunesse. Le processus de consolidation de la démocratie à Madagascar ne serait alors que mieux accompagné si des leaders d'opinion pouvaient émerger des jeunes journalistes en exercice. Ce programme se propose d'y concourir en leur offrant des modules de formation théorique et pratique incluant des techniques journalistiques, des thèmes d'actualité, ainsi que des opportunités de développement personnel et de réseautage.



### QUELS SONT LES OBJECTIFS DE LA FORMATION ?

Des journalistes contribuent à la transformation démocratique en influençant positivement les processus décisionnels et l'opinion publique concernant les affaires publiques, la culture politique et la relève. Ils maîtrisent les techniques et les outils modernes du journalisme. A l'issue de la formation, ils doivent se remettre en question dans leurs rôles et comportements de journaliste pour évoluer dans la carrière et valoriser la profession et qu'ils interviennent en faveur d'une meilleure gouvernance des affaires publiques, tout en développant des relations professionnelles avec les acteurs socio-politiques.

### LE CONTENU DE LA FORMATION ET LA MÉTHODOLOGIE

- Contenu thématique
- Techniques journalistiques
- Développement personnel
- L'investigation comme cadre théorique et pratique d'apprentissage
- Diverses activités : Exposés/Débats - Travaux de groupe/Étude de cas/ Jeux de rôle /Démonstrations /Simulations. / Visites et rencontres / Echanges/ Feed-back
- Sessions en résidentiel – Suivi auprès des organes de presse – Évaluation par comité d'experts, Portfolio - Alumni

### PARTICIPANTS

- 14 journalistes en exercice dans les différentes régions de Madagascar :
- femmes et hommes, 21 à 38 ans, niveau min Bacc+3, tous médias confondus,
  - sélectionné(e)s par la FES
  - sur la base des candidatures recommandées par leur organe de presse,
  - et éventuellement appuyées par des organisations de journalistes.

### TERRAIN D'APPLICATION ET RÉSEAUTAGE

Organes de presse, Organisations de journalistes, Réseau international de journalistes, Alumni de la fdJ ainsi que les autres acteurs-clés dans la gouvernance des affaires publiques : organisations de la société civile, autres organisations étatiques et non-étatiques.

### INDICATEURS D'IMPACT DE LA FORMATION

- › Des journalistes développent leurs compétences :
  - Produisent des articles de presse, en ligne, ou des émissions audiovisuelles qui répondent aux critères de qualité et aux normes requises par la profession (informations fiables et complètes ; part des faits et des commentaires ; présentation attractive et compréhensible)
  - Utilisent les techniques de relations publiques et les procédures de protection (leur propre protection et la protection de leurs sources)
  - Développement des interactions structurées et suivies avec leur public (lecteur/auditeur/décideur)
- › Des journalistes s'engagent :
  - Dans des interpellations pertinentes et constructives sur des questions de bonne gouvernance des affaires publiques, notamment de par leur interaction avec les acteurs socio-politiques
  - Pour la promotion de la profession de journaliste au niveau de leur organe de presse et au niveau de l'ensemble du monde médiatique
  - En faveur de la relève à Madagascar : traitent des thématiques qui concernent les jeunes, font connaître les avis des personnalités jeunes, discutent des défis du processus de relève



## sommaire

### polis

- 8 **élection.** Régler une question de fonds
- 10 **conseillers.** Plongée chez les initiés
- 14 **DOSSIER. État de non-droit.** L'anémie publique numéro un
- 20 **Ivelohanta Randrianarimalala.** La *pasionaria* pour le social
- 22 **néolibéralisme.** Le plafond de verre africain
- 24 **leadership.** Nous avons besoin de bâtisseurs d'un monde nouveau
- 26 **bloc-notes.** Pour une nouvelle approche de la réconciliation nationale

### focus

- 28 **madagasinoa.** Cela va de soie
- 31 **regard.** Pour un usage citoyen d'internet et des nouveaux médias
- 32 **corruption.** L'économie gangrénée

- 34 **syndicalisme.** En marche vers l'agenda 2020
- 39 **anagramme.** Les images déformées et les clichés sur l'islam se propagent dans les médias

### actuel

- 40 **Mahaleo.** Indépendance, protestation et développement
- 42 **29 mars 1947.** Le devoir de mémoire
- 44 **blog.** Des bulles en effervescence
- 45 **à la page.**



actuel  
L'ANÉMIE  
PUBLIQUE  
NUMÉRO UN

## prélude

**A** environ une année de la présidentielle, Ravalomanana prend ses... marques. Il a donc fallu près de quatre ans pour qu'il constate que le pays avance difficilement et pour qu'il se positionne enfin. L'on se rappelle la prise de position de ses caciques, comme Guy Rivo Andrianarisoa, affirmant « *jouer le jeu du pacte démocratique pour le bien de Madagascar* ». Les ouailles de l'ancien Président se sont déclarés opposants au régime après des années de ripailles communes. Le banquet s'est terminé par un malheureux hasard – admettons-le. En effet, Roland Ravatomanga, le ministre de l'Agriculture, un ténor du Tim, a pris la porte de sortie.

Enfin le paysage politique est dégagé. Car l'ancien Président n'a de cesse de jouer les agitateurs de particules depuis son retour au bercail avec ses multiples provocations, aussi bien par le biais de sa personne que par celui de sa femme à travers

ses soubresauts à la tête de la mairie d'Antananarivo. Droit dans ses bottes, une fois de plus, le businessman se présente comme le messie.

Pour plaider la cause de son épouse à la tête de la municipalité d'Antananarivo, Marc Ravalomanana n'avait pas hésité à signifier qu'il suffirait d'un « signe » pour que les investisseurs se bousculent au portillon pour la capitale. Chacun est libre de juger si c'est le cas actuellement. Le fait est que la Ville des Mille est ankylosée par l'immobilisme. Il n'y a pas eu les grands investissements promis.

La question est de savoir si l'ancien numéro Un du pays osera présenter les mêmes arguments pour la présidentielle, puisqu'il s'est déjà positionné dans le peloton. À coup sûr, il le fera. Car le projet de société, c'est lui. Comme le projet de développement de la Ville des Mille, c'est Lalao Ravalomanana. Une stratégie qui a chu face aux difficultés inhérentes au développement de la cité. Espérons que le père réussisse là où le maire a échoué, en cas de victoire. **P**

Marc  
dépossédé



Andriamanambe RAOTO

# contributeurs



## **Mathieu PELLERIN**

*Les images déformées et les clichés sur l'islam se propagent dans les médias, extraite de son étude L'islamisation à Madagascar*

Mathieu Pellerin est chercheur associé au programme Afrique subsaharienne de l'Ifri et gérant de la société Cisca (Centre d'intelligence stratégique sur le continent africain). Il livre régulièrement des analyses en risque pays, géostratégie et intelligence économique sur l'Afrique.



## **Raymond RANJEVA**

*Nous avons besoin de bâtisseurs d'un monde nouveau*

Raymond Ranjeva est un juriste qui a notamment occupé la fonction de vice-président (2003-2006) au sein de la Cour internationale de justice. Il est spécialiste des questions de droit international public et a également enseigné en tant que professeur de droit public à l'Université de Madagascar.

## **Raharinaivo ANDRIANATOANDRO**

*Pour une nouvelle approche de la réconciliation nationale*

Raharinaivo Andrianatoandro a occupé le poste de questeur à l'Assemblée nationale avant de siéger en tant que président du Congrès de la transition dans le processus convenu depuis les réunions et la conférence sur la réconciliation d'Ivato. Il plaide, dans son texte, pour une nouvelle approche de la réconciliation nationale.



## **Haingo RAJOELISON**

*Le néolibéralisme, le plafond de verre africain*

Pour Haingo « Misstik » Rajoelison, changer le monde passe par deux choses : la recherche du beau et le vivre ensemble. C'est ainsi qu'elle œuvre à la fois dans le socio-culturel et dans la politique. Elle est membre de plusieurs associations et est SGA du Parti DHD Madagascar. YLTP 2017.



## **Andriatsihoarana RAOTO**

*Des bulles en effervescence*

Dans son plaidoyer, le président de l'association de bédéistes et illustrateurs Tantsary défend une bande dessinée qui devrait être aussi bien un art qu'un canal de communication à part entière. Andriatsihoarana Raoto est mathématicien à la base et s'attèle à la formation dans le domaine de la bande dessinée et de l'illustration.



## **Nathan RAHERIVELO**

*Chine – Madagascar, cela va de soie*

Ayant une maîtrise et une Attestation d'études approfondies (AEA) en économétrie, Nathan Raherivelo, journaliste spécialisé dans l'économie, s'intéresse de près aux questions de développement. Il est analyste économique actif au sein du Cercle de réflexions des économistes de Madagascar (Crem), un *think tank* reconnu.



## Nationalité, la Grande île avance



Madagascar est officiellement sorti de la « liste des 27 pays » qui regroupe les pays où la loi sur la nationalité contient encore des dispositions discriminatoires envers les femmes. À travers la récente réforme du Code de la nationalité, la transmission de la nationalité d'une femme malgache à son enfant est désormais automatique quelle que soit sa situation matrimoniale (voir *Politikà 2*). « Il est reconnu malagasy l'enfant né d'un père et/ou d'une mère malagasy » stipule l'article 9 de cette loi. L'article 3 souligne le caractère rétroactif de ces nouvelles dispositions. Ainsi, toutes les personnes nées d'un père étranger et d'une mère malgache peuvent donc entreprendre les procédures légales pour l'acquisition de la nationalité malgache.



..... un regard sur

L'érection de Macron fait rêver les Malgaches

Madagascar-Tribune.com - Facebook



## VERBATIM

“ Face à l'urgence du développement, il faut travailler ensemble pour la stabilité politique.

Antonio Sanchez-Benedito

Dialogue politique UE - Madagascar Antsirana 27 avril

## fonctionnaires La CTM et la SSM pour l'alignement de la grille indiciaire

Le traitement des corps de fonctionnaires est disparate. Les grilles indiciaires inégales sont source de grandes frustrations, avec des décalages parfois énormes. Ainsi, la Confédération générale des syndicats des travailleurs de Madagascar (CTM) milite pour un alignement de la grille indiciaire. C'est d'ailleurs l'une des revendications les plus récurrentes des agents de la fonction publique malgache. Cette doléance est un vieux serpent de mer dans le monde du fonctionariat malgache. D'après les syndicats, pour s'attaquer à ce problème, il faut s'armer d'une volonté politique ferme.

## inflation Le régime s'enflamme

Le changement climatique et les catastrophes naturelles ont favorisé les spéculations notamment dans le secteur du riz. L'inflation est devenue un sujet de préoccupation aussi bien pour la population que pour les pouvoirs publics.



## SMM-Exécutif, à couteaux tirés

D'un côté le Syndicat des magistrats de Madagascar (SMM) – présidé par Faniry Ernaivo qui mène sa croisade contre l'impunité et contre toute immixtion dans le travail des magistrats – « *offusqué par la position et l'implication directe du Gouvernement dans l'affaire Dame Claudine Razaimamonjy* ». De l'autre, le Chef de l'Exécutif qui exhorte les membres du Gouvernement à « *prendre des mesures fermes contre tout acteur de déstabilisation, quel qu'en soit son statut. Et ce, jusqu'à ouvrir des poursuites judiciaires même contre certains magistrats ayant abusé de leurs prérogatives légales* ». Une foire d'empoignes qui risque d'occasionner des dommages collatéraux.

## élections Des votants en plus

L'arrêté définitif de la Révision annuelle de la liste électorale 2016-2017 (Rale), effectuée par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), a débouché sur un nombre de 9 222 918 électeurs. Ce qui équivaut à une augmentation de 6,33%, soit trois fois plus que le taux enregistré pendant le précédent recensement. Du côté des jeunes, l'inscription a crû de près de 22%. En ce qui concerne les femmes, la hausse est de 5,9%.



L'inclusion financière est l'une des clés du développement durable

Rado Harilala Razafindrakoto - LinkedIn

Une alliance de tous les acteurs du secteur industriel est une étape importante en contribuant à en accélérer le progrès

CTM SSM Randrambaon'ny Sendika - Facebook

élection

# Régler une question de fonds



Alain Iloniaina

**Les textes en vigueur ne permettent pas encore la réglementation du financement des partis et des campagnes électorales. Un tel manque entame pourtant la légitimité des scrutins.**

**A**près d'un an et demi de la prochaine élection présidentielle, le chantier relatif à la réglementation du financement des partis et celui des campagnes reste encore ouvert. Le décret d'application de la loi sur les partis y afférent n'est pas encore adopté six mois après le vote du texte au Parlement.

**L'ÉLABORATION DE LA LOI** sur les partis, suivie de l'adoption du décret relatif au financement des partis et des campagnes électorales ainsi qu'au contrôle de la transparence dans la gestion des ressources comme corollaires, devait concrétiser un peu plus le processus d'assainissement de la société politique. « *Le champ d'application dudit décret vise principalement à réglementer la transparence du financement de la vie politique malgache* », résume Manuel Wally, expert juridique international, dans une étude comparative concernant la réglementation du financement des partis politiques et des campagnes électorales en décembre. Mais il n'en est rien. L'attribution, pour une raison ou une autre, dans l'adoption du texte, contribue à ouvrir un boulevard pour une campagne encore plus dispendieuse en 2013. Les chiffres repris par Manuel Wally dans son étude sont édifiants, quand le chercheur effectue une étude comparative des dépenses électorales de certains candidats en lice dans plusieurs pays.

**À MADAGASCAR**, le candidat Hery Rajaonarimampianina avait une moyenne de dépense par voies obtenues de 21,50 dollars pour un pays ayant un PIB par habitant de 411 dollars. Le candidat à l'élection présidentielle français de 2012, François Hollande, avait eu une moyenne de dépense par voies obtenues de 1,21 euro pour un PIB par habitant s'élevant à 35 248 dollars. En Tunisie en 2014, le candidat à la course à la magistrature suprême, Béji Caïd Essebsi,

avait utilisé un budget plafonné à 530 000 euros, avec une moyenne de dépense par électeur estimée à 0,30 euro pour un PIB par habitant de 3 872 dollars. À l'heure actuelle, tout un chapitre de loi touchant le financement des partis, y compris les subventions étatiques, et le contrôle de la transparence dans la

**[...] il ne faut pas oublier le risque d'arrivée d'argent dont l'origine est douteuse [...]**

gestion des ressources est discuté. « *Tout cela ne contribue pas à instaurer l'égalité des chances des candidats, faussant le jeu démocratique. Et il ne faut pas oublier le risque d'arrivée d'argent dont l'origine est douteuse, sans parler des contreparties attendues par les généreux donateurs aux élus* », déplore Thierry Rakotonarivo, administrateur civil, vice-président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni).

**ET CE NE SONT POURTANT** pas les projets de décret qui manquent. Deux ou trois propositions avaient été remises au gouvernement ces six dernières années. Mais aucune d'entre elles n'a abouti, marquant la question concernant la volonté du régime de régler la question. Le rapport final de la mission d'observation électorale de l'Union européenne en 2013 avait pourtant été clair concernant les chantiers à entreprendre. Il suggère un cadre juridique à compléter « *par la création de mécanismes de contrôle, par le plafonnement des dépenses de campagnes électorales, par la définition de sanctions en cas de dépassement du plafonnement, et par une réglementation des mouvements de fonds et des comptes de campagnes* ». Il met en exergue



**des réformes pendantes**

Des études, des ateliers et des consultations ont été menés depuis plusieurs années pour préparer le terrain afin d'arriver à réaliser le toilettage des textes avant les prochaines élections. Le but est de présenter au gouvernement les textes pour être soumis au Parlement durant la deuxième session parlementaire ou lors d'une session extraordinaire.



Deux commissions sont à pied d'œuvre pour poursuivre le travail entamé. L'une est une commission consultative, présidée par la Ceni, et a pour mission de tracer les grandes lignes des réformes. Un Comité interministériel, présidé par la Primature, prendra le relais pour élaborer les avant-projets de textes.

Selon Thierry Rakotonarivo, vice-président de la Ceni, la réforme pourrait toucher le code électoral, la loi sur les partis, et devrait déboucher sur l'adoption du décret d'application de ce dernier texte concernant le financement des partis, en tenant compte des résultats des consultations régionales et les études menées sur les élections. Mais le dernier mot reviendra au gouvernement et au Parlement. Pour l'Union européenne qui appuie financièrement les travaux en cours sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales (photo), la remise en vigueur des lois organiques pour la tenue des élections présidentielles et législatives 2018, avec quelques mises à jour, seront une bonne occasion d'encadrer ce financement.

----- I.A. & R.A.

l'obligation pour les candidats de publier leurs sources de financement et leurs dépenses « *pour un contrôle a posteriori des comptes de campagne électorale* ».

**MOHAMED RACHIDY**, vice-président du Hery vaovao ho an'i Madagasikara (HVM) réfute l'hypothèse d'un manque de volonté du régime et rejette la responsabilité sur la Transition. « *Le blocage ne vient pas du gouvernement actuel. Tout part de la confection même du texte durant la Transition. Par calculs politiques, la définition même d'un parti retenue prête à confusion* », assène le conseiller spécial du président de la République qui se pose des questions sur la responsabilité des partis à honorer leurs obliga-

tions. « *Combien de partis ont pu présenter leur rapport d'activités, réaliser un programme d'éducation citoyenne?* », se demande-t-il. Le membre du bureau politique du HVM assure que son parti « *est prêt* » à procéder à une réforme du texte principal tout en lançant quelques pistes de réflexion. « *Nous suggérons une réglementation du cas des délégués des candidats, que cela soit leur formation et encore leur indemnisation. Régler ce problème constitue un pas visant à assurer l'égalité des chances des candidats. Pour les subventions, il faudra voir comment on va mettre en place les subventions pour les partis, avec quels critères et avec quels types d'activités à financer* », conclut-il. **P**



# conseillers

# Plongée chez les initiés

**Souvent, on entend parler ici et là des conseillers spéciaux et conseillers des dirigeants politiques du pays. Mais que cache cette fonction ? Plongeons en terre inconnue.**



Andriamanambe Raoto et Alain Iloniaina

3 avril. Claudine Razaimamonjy, conseiller spécial auprès de la présidence de la République, est arrêtée sur le parking du Palais des Sports et de la Culture de Mahamasina. C'est une véritable surprise. D'aucuns pensaient qu'elle était intouchable. Nuitamment, c'est branle-bas de combat en haut lieu. Quelques ministres se réunissent avec les têtes pensantes de la Présidence pour définir les stratégies à adopter dans les prochains jours : qui doit dire quoi ? Qui fera quoi ? Car c'est le cœur du « système » qui est touché. Une de leur « sœur », un grand pont de régime. La dame a toute son importance dans la galaxie Rajaonarimampianina. Souvent, elle s'est permise de court-circuiter les organigrammes officiels avant de se faire rattraper par le Bianco.

**LE NUMÉRO UN DU PAYS** est entouré de plus ou moins discrets conseillers, gourous de la politiques, élus, experts et dirigeants, mais la dame est l'une des plus connue car elle est très proche du couple présidentiel. Il y a d'abord le petit cercle des fidèles, les compagnons de

route et de lutte qui – s'ils n'ont pas obtenu des portefeuilles ministériels – ont été nommés conseillers et qui ont parfois plus de prérogatives qu'un ministre. La galaxie s'étend ensuite vers des connaissances ou des individus qui ont des compétences particulières. Ces éminences grises meurent, avec agilité, aussi bien dans les couloirs d'Ambohitsorohitra, que d'Iavoloha ou de Mahazoarivo. « *Nous sommes l'équivalent d'un lubrifiant qui fait tourner les rouages de l'Exécutif* », décrit Harison Randriarimanana, conseiller spécial et coordonnateur du Collège des conseillers économiques du président de la République (CCE). Structure très formelle, un arrêté a érigé le CCE qui a été mandaté pour « être les yeux et les oreilles dans le domaine économique du président de la République ». Les membres de ce *pool* ont des termes de référence très clairs, contrairement à d'autres conseillers qui naviguent à vue et qui se permettent quelque « liberté » dans leur décision et dans leur mouvement. « *On ne peut pas "standardiser" le cas de tous les conseillers. Mais la décision finale revient toujours au président de la République* »,

apostrophe notre interlocuteur. « *Le bilan du président de la République sera le nôtre* », ajoute Hyacinthe Befeno, autre membre du CCE, porté à la tête du conseil d'administration de la Jirama. Ainsi, régulièrement, les conseillers donnent le pouls de la vie politique du pays. Parfois, ils sont enjoins de descendre sur terrain avec un ordre de mission très officiel, pour régler les problèmes. Libre au Président, au chef du gouvernement ou aux ministres de les écouter. Dure la vie d'un conseiller, actif mais rarement écouté.

**HIER À LA TÊTE DU PAYS**, Marc Ravalomanana s'était entouré de conseillers de différentes nationalités. « *Il s'était attaché les services de six conseillers étrangers. Leur voix était très écoutée, pour ne pas dire que le Président n'entendait que leurs avis* », témoigne ce proche qui a rompu les ponts avec l'ancien président depuis quelques années. Et les conseillers malgaches dans tout cela ? « *Ils ne servaient que de faire valoir pour respecter l'équilibre régional* » soutient notre interlocuteur qui touche un point sensible. Qu'il s'agisse du Président,

du Premier ministre, des ministres ou des députés, il est d'usage de s'entourer de personnes venant de diverses régions de Madagascar pour respecter le sacro-saint « équilibre régional ». Pour l'ancien Président – et c'est le cas pour les anciens chefs d'État qui se sont succédé – il était important d'avoir une garde rapprochée en qui faire confiance. « Cet aspect de la confiance est primordial. Être un conseiller revêt d'une responsabilité politique. Nous travaillons pour le Président et pour concrétiser les promesses qu'il a faites pour le peuple durant la propagande. Toutes les décisions prises sont donc inévitablement de nature politique », précise Eric Randrasana, conseiller du Président et lui aussi membre du CCE.

**EXISTE-T-IL UN TEXTE POUR RÉGULER** le cadre de travail des conseillers spéciaux d'un président de la République, d'un chef d'institution ou d'un ministre? « À ce que je sache, il n'y a aucun texte régissant les attributions et le fonctionnement des conseillers », concède l'ancien Premier ministre Omer Beriziky. Seules des



© Présidence de la République de Madagascar



## l'art de placer les pions

Combien sont-ils à œuvrer, la plupart du temps dans l'ombre, dans les dédales de la Présidence, de la Primature, de l'Assemblée nationale, du Sénat ou des ministères? Stratégiquement, certains préfèrent jouer en surnombre. Omer Beriziky, l'ancien Premier ministre de la Transition, s'était entouré de pas moins de 50 conseillers : près de deux conseillers non permanents par région et d'une demi-douzaine de conseillers qui l'avaient épaulé à Mahazoarivo. Un fait qui lui a avait été fortement reproché à l'époque. Or d'autres en ont eu bien plus.

En planchant sur la composition des *pools* de conseillers, aussi bien ceux du Président que du Premier ministre, nous y trouvons divers profils : politiciens de tout bord, journalistes, lobbyistes haut de gamme, avocats, militaires, etc. Ils se fauflent dans les couloirs des institutions ainsi que dans les antichambres des conseils d'administration avec une facilité déconcertante. D'un simple coup de fil, certains peuvent joindre au téléphone le président de la République, les

membres du gouvernement, les directeurs de cabinet, tout comme les patrons de presse. Hery Rajaonarimampianina a placé ses proches à des postes-clés, à raison. Léon Rajaobelina, membre du Collège des conseillers économiques du président de la République (CCE), a pris le leadership de l'Organisme de coordination et de suivi des investissements (Ocsif), dont il assure le commissariat général. Ayant plusieurs casquettes, il est également à la tête du Conseil d'administration d'Air Madagascar. Thierry Rakotoarison, un autre membre du CCE, est omniprésent dans le cœur de la compagnie aérienne et a été un artisan dynamique du partenariat stratégique avec le PCA. Quant à Hyacinthe Befeno, il a été propulsé à la tête du CA de la Jirama. « Sur ces deux dossiers, il fallait agir pour redresser la situation qui était assez inquiétante », note Harison Randriarimanana. D'ailleurs, le CCE semble être le vivier dans lequel puise le numéro Un du pays pour les postes à responsabilité et stratégiques.

----- R.A. & I.A.

notes circulaires fixent le nombre des membres du cabinet au sein de l'Exécutif ou du Parlement. Les ministères ont un contingent de conseillers bien défini, présidés par le directeur de cabinet. En ce qui concerne les avantages octroyés, le conseiller a droit à un quota de carburant, des crédits téléphoniques et il gagne un émoluments spécifié par le ministère des Finances et du Budget. « Mais pour certains, le plus important c'est la carte de visite. Un précieux sésame qui ouvre toutes les portes, souffle un haut cadre du fonctionnariat, requérant l'anonymat. C'est un secret de polichinelle. Beaucoup usent et abusent de leur statut de conseiller pour faire pression, par exemple, sur des opérateurs économiques ». Ces pratiques, peu avouables, ont toujours eu lieu et ne sont pas prêtes de s'arrêter du jour au lendemain. « Conseiller un président de la République ou un Premier ministre, cela vaut son pesant d'or dans le monde des affaires », assure une ancienne éminence de Andry Rajoelina.

**MOHAMED RACHIDY**, conseiller spécial du Président, évoque le rôle qui lui incombe ainsi qu'à ses collègues. « Le président de la République est le patron. C'est lui qui nous confie les dossiers selon ses appréciations. Et nous nous exécutons sans nous poser de question sur les raisons du choix », détaille-t-il. Eric Randrasana précise pourtant que l'absence de cadre juridique clair ne devrait pas empêcher les conseillers de prendre des initiatives. « Vous



Harison RANDRIARIMANANA

Coordonnateur du Collège des conseillers économiques du président de la République

## “ Parfois, nous nous autosaisissons

LE POINT AVEC LE COORDONNATEUR DU COLLÈGE DES CONSEILLERS ÉCONOMIQUES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

### En tant que conseiller, vous accordez-vous des largesses en vous mandatant pour effectuer des missions ?

Nos actions sont limitées par nos prérogatives de conseillers. Nous les exécutons dans le cadre de nos missions. Mais bien évidemment, nous sommes cependant obligés de prendre des initiatives. Parfois, nous nous autosaisissons devant des dossiers que nous jugeons importants et impliquant des décisions stratégiques à prendre. Le domaine économique – à l'image du

monde rural – est tellement important et vaste que sur certains sujets, nous n'attendons pas d'instructions particulières, nous agissons immédiatement. Sinon, il y a un risque de ne rien voir venir. Sur quelques projets de loi relatifs au secteur économique, nous nous sommes autosaisis. Mais jusqu'à présent, aucune personne ni aucune entreprise ne s'est plaint d'une éventuelle pression de la part des conseillers économiques du Président. Si d'aventure nous l'avons fait, c'est dans une visée purement « positive ».

### Avez-vous des obligations particulières de résultat ?

On doit aider le Président à réaliser ses objectifs inscrits dans sa feuille de

route économique. Parfois, nous nous heurtons aux dysfonctionnements de l'Administration auxquels nous devons faire face. À proprement parler, nous n'avons pas de résultats à défendre car nos résultats sont ceux du Président et du gouvernement. On n'a pas à les quantifier. Nous contribuons, dans une large mesure, à la bonne marche de la vie du pays. À la fin, c'est au Président d'évaluer les performances de son équipe. D'une manière générale, si le pays rencontre autant de difficultés – loin de nous de nous trouver des excuses – c'est qu'il a traversé cinq années d'une crise profonde. N'oublions pas que les réformes sont souvent lourdes et difficiles.



Andriamanambe Raoto

êtes l'œil et les oreilles de votre patron. Il vous appartient de devancer les situations et de lui apporter des propositions. C'est à lui de donner suite ou non à la démarche », expose-t-il. Harison Randriarimanana évoque le cas particulier de l'équipe qu'il dirige. « Notre attribution, notre mission et nos tâches sont décrites dans un décret après discussions avec le chef de l'État. Nous travaillons dans ce cadre très précis », explique-t-il. Personnellement, j'ai également été nommé par décret conseiller du président de la République ». Ainsi, le CCE a instauré une jonction aussi bien avec la primature que les ministères pour que les résultats des actions initiées soient palpables et tangibles. « Faisant suite à la CBI, les financements vont affluer. Il faudrait avoir la capacité de les absorber. Il faut être prêts », explique Hyacinthe Befeno.

**UNE SOURCE FAMILIÈRE** avec les rouages des hautes sphères du pouvoir lâche pourtant l'existence de cercles qui conseillent les hauts dignitaires du pays. « Officiellement, certains individus sont nommés par décret. Mais cela ne

veut pas dire qu'ils sont les seuls à conseiller leur patron. Il se peut qu'un individu, disposant d'une compétence particulière, soit sollicité par le chef, pour un ou des dossiers particuliers. Celui-ci pourrait-il, ou pas, se prévaloir d'être conseiller du patron ? », s'interroge-t-il. Avec humour, la même source explique la tâche des membres du cabinet d'un dirigeant du pays. « Comme son nom l'indique, les conseillers, qui sont membres d'un cabinet, s'occupent des basses besognes de leur patron. Mais ils peuvent aussi s'occuper des "hautes" besognes », confesse la personne. « Nous nous occupons de dossiers hautement stratégiques. Par exemple, le cas de la vanille. Dans la même logique, nous étions partie prenante à part entière dans la préparation de la Conférence des bailleurs », glisse Harison Randriarimanana. Que se passe-t-il alors si un conseiller « dépasse » ses attributions ?

**OMER BERIZIKY PRÉCISE** que la personnalité et les qualités du chef devraient permettre de gérer ce genre de situation. Il affirme qu'il appartient au chef d'institution de cadrer les mis-

sions de ses collaborateurs et d'inculquer l'état d'esprit qu'il souhaite imprimer pour réaliser sa mission. « J'ai failli nommer un individu, qui, après enquête et recoupement, n'a pas une mentalité irréprochable pour assumer la fonction de conseiller au sein de mon cabinet. J'ai immédiatement pris la décision de l'écarter de mon équipe. C'est vous le chef, il vous appartient de trancher à tout moment », confie l'ancien chef du gouvernement de la Transition. En écho, Hyacinthe Befeno soutient que « nous ne sommes pas une institution. Nous ne sommes qu'un outil d'aide à la décision. Même des ministres font appel à nous sur des dossiers car ils n'ont pas forcément la compétence dans leur département. Nous donnons notre point de vue. Notre rôle s'arrête là ». « Nous essayons de garder le cap, défend de son côté Harison Randriarimanana. Nous travaillons pour le président et nous travaillons avec le président. Nous n'interférons pas dans les autres domaines ». Un clin d'œil à peine voilé à l'affaire Claudine Razaimamonjy qui a incontestablement enrayé la mécanique bien huilée du rouage présidentiel. **P**



*état de non-droit*

# L'ANÉMIE PUBLIQUE NUMÉRO UN

**Quand les citoyens ne sont pas égaux devant la loi,  
les conséquences sont désastreuses pour le pays.  
Le rétablissement de l'État de droit est une urgence.**



© Niflano Ramanantsoa



Alain Iloniaina

”

**L**e ministère de la Justice a le devoir de faire respecter le droit ». Cette phrase du ministre de la Justice, Charles Andriamiseza, aurait sans doute eu un autre écho si elle avait été prononcée dans un autre contexte. Mais le fait qu'elle ait été dite dans le cadre d'une affaire impliquant une conseillère du chef de l'État, soupçonnée de corruption, a soulevé un tollé au sein de l'opinion. Le garde des Sceaux avait alors convoqué une conférence de presse spéciale pour demander au Bureau indépendant anti-corruption (Bianco) de libérer la femme d'affaires Claudine Razaimamonjy parce que le délai de 48h de garde à vue aurait été dépassé.

**UNE PROCHE DU PRÉSIDENT** de la République aurait-elle donc droit à une protection particulière du ministre en personne du fait de son statut? Qu'elle ait ensuite pu bénéfici-

▲ crier d'une évacuation sanitaire dans le cadre d'une procédure particulière et plutôt rapide n'a fait que renforcer le doute chez les citoyens. À Madagascar, les Malgaches sont-ils tous égaux devant la loi ? Ou alors, la loi s'applique-t-elle de la même manière à tous les citoyens ? L'État de droit, définit le juriste autrichien Hans Kelsen, est un « État dans lequel les normes juridiques sont hiérarchisées de telle sorte que sa puissance s'en trouve limitée ». Outre la hiérarchie des normes qui veut que chaque règle tire sa légitimité de sa conformité aux règles supérieures, cette définition suppose aussi que la puissance publique soit soumise au droit et que tous – quel que soit leur

met en évidence l'inégalité flagrante entre une femme d'affaires suspectée de corruption soutenue par le ministre et d'autres personnalités ayant fait l'actualité, mais dont les bras semblent moins longs et qui se retrouvent ainsi derrière les barreaux. Parmi ces personnalités figurent, entre autres, « une prof qui a giflé son élève, un musicien créateur de pages de ragots sur Facebook ou encore un activiste qui dénonce la coupe de bois de rose ». Par ailleurs, beaucoup de ceux qui ont réagi à cette affaire ont dénoncé une immixtion de l'Exécutif dans une affaire judiciaire. Ainsi, le Syndicat des magistrats de Madagascar (SMM) a rappelé dans un de ses communiqués que « les lois et les règlements prévoient qu'il ne devrait y avoir aucune ingérence dans les affaires judiciaires », et a dénoncé « une ingérence intolérable du ministre dans une enquête judiciaire ». Néanmoins, le SMM a aussi l'obligation de balayer devant sa porte. Les résultats de l'enquête Afrobaromètre 2013 ont montré que 57 % des enquêtés estimaient que les juges et les magistrats sont corrompus. En décembre 2015, lors de la Journée mondiale de la lutte contre la corruption, Jean Louis Andriamifidy, directeur général du Bianco, avait regretté la « *superpuissance* » des magistrats. En l'espace de quelques années, cet organisme a donc trouvé un allié de poids... inattendu par le biais de la magistrature.

## [...] les Malgaches sont-ils tous égaux devant la loi ? Ou alors, la loi s'applique-t-elle de la même manière à tous les citoyens ?

### magistrats, en quête de rédemption

Dans l'imaginaire collectif, et malheureusement dans la réalité, le corps des magistrats est craint et à la fois mal perçu. Pour le citoyen, il existe une justice à plusieurs vitesses qui est souvent mue par l'argent. Dans le cadre de l'affaire Claudine Razaimamonjy, les magistrats comptent se refaire une virginité. Une mission bien délicate et ardue à laquelle s'est attelée Ernaivo Fanirisoa la présidente du SMM.

statut au sein de la société – soient égaux devant les règles de droit. À cela s'ajoute la nécessaire séparation des pouvoirs où le pouvoir judiciaire est indépendant des pouvoirs exécutif et législatif. Le cas Claudine Razaimamonjy résume dans une seule affaire la situation de l'État de droit à Madagascar. Le ministre de la Justice avait beau déclaré dans sa conférence de presse que toute personne qui en ferait la demande auprès de son département toutes les fois qu'elle se sent bafouée dans ses droits, bénéficierait de son intervention, sa déclaration a eu du mal à convaincre l'opinion.

**DANS UN DE SES DESSINS PUBLIÉS** par *L'Express de Madagascar*, le caricaturiste Pov

**LE DOSSIER CLAUDINE RAZAIMAMONJY** n'est qu'un cas d'apparente inégalité parmi tant d'autres, dénoncés même dans les rangs du parti au pouvoir. Dans leurs déclarations à la presse dans le cadre de cette affaire, les partisans de la femme d'affaires reconnaissent à demi-mot que de nombreuses personnalités politiques et économiques ne sont point inquiétées malgré les casseroles qu'elles traîneraient au vu et au su de beaucoup. Paul Rabary, ministre de l'Éducation nationale, admet aussi l'existence de cette « *impunité des dirigeants politiques et des détenteurs de l'autorité qui ne date pas d'aujourd'hui* ». Les syndicalistes des plateformes Conférence des travailleurs de Madagascar et Solidarité syndicale de Madagascar, pour leur part, déplorent « *l'abus de pouvoir et le non-respect des lois en vigueur par certains responsables étatiques ou dirigeants d'entreprises, ainsi que par certaines catégories de personnes qui se targuent de l'impunité et se croient être au-dessus de la loi* ». L'impunité de certaines autorités n'est pourtant pas la seule explication de l'inégalité devant la loi. « *La loi elle-même s'applique de manière inégale d'une juridiction à une autre et d'un juge à un autre* », signale Herilaza Imbiki, magistrat. Cet ancien membre du Conseil supérieur de la magistrature



Le Premier ministre a tenu des propos clairs pour responsabiliser les autorités locales

(CSM) admet qu'à Madagascar, « *les mêmes faits ne sont pas toujours sanctionnés par les mêmes peines* ». Mais ce n'est pas forcément parce que les magistrats qui sont chargés d'appliquer les lois sont corrompus. C'est souvent parce que « *les lois, notamment celles qui découlent des conventions et des traités internationaux, ne correspondent pas toujours aux réalités locales et nationales, ce qui rend difficile leur application* », explique-t-il. À cela s'ajoutent, poursuit-il, « *les multiples changements qui interviennent sur les textes sans que les magistrats eux-mêmes ne soient mis au courant* ».

**LA MÉCONNAISSANCE DES LOIS** fait aussi que les citoyens ne connaissent pas leurs droits. Lors du débat sur l'État de droit organisé par le réseau des YLTPiens en mars, les témoignages sur les impacts de la méconnaissance des lois et des droits ont été nombreux. Quand certaines personnes jouissent de leurs droits, d'autres n'y voient que des privilèges et des faveurs et ne se

rendent pas compte que les leurs sont parfois bafoués, voire foulés au pied. Ils ne savent même pas qu'ils peuvent en exiger le respect en vertu de leur « *droit de créance et du devoir de redevabilité des dirigeants dont les droits et les prérogatives découlent du pouvoir que leur prêtent les citoyens* », ainsi que l'a rappelé Herilaza Imbiki. Par ailleurs, quand ils savent avoir certains droits, « *les citoyens ne les internalisent pas toujours* », souligne Sahondra Rabenarivo, juriste. Découlant des combats menés ailleurs, et transposés à Madagascar avec l'adhésion du pays aux conventions et traités internationaux, certains droits économiques et politiques sont considérés comme « *tombés du ciel, ce qui amène les gens à se contenter de les savoir là, sans jamais chercher à les rendre effectifs* », précise-t-elle.

**AU-DELÀ DE L'ASPECT JURIDIQUE**, la culture malgache qui considère les autorités comme des *raiamandreny*, des parents auxquels on obéit, constitue aussi un terreau fertile au

développement de l'État de non-droit. Alors que tous sont censés être égaux devant la loi, à Madagascar, la tendance est que « *les citoyens subissent, tandis que les détenteurs de l'autorité, face à cette population soumise abusent de leur autorité* », indique encore Sahondra Rabenarivo. Un comportement qui est loin de favoriser la mise en œuvre du devoir de redevabilité des autorités. Celles-ci se croient tout permis, « *au point d'abuser dans certains cas du droit qui leur a été donné de tuer ou d'emprisonner* », déplore la juriste. Pourtant, à force d'abuser du pouvoir qui leur a été prêté, à force de jouir de droits et de privilèges injustifiés – et dont les autres ne bénéficient pas –, à force d'être impunis en raison de leur apparent statut de privilégiés, les dirigeants d'une société finissent par créer une situation de frustration au sein de leur communauté. L'inégalité devant la loi – qui permet à certaines personnes d'échapper à la justice « *parce qu'elles ont le bras long* », comme l'indique Ketakandriana Rafitoson – crée un manque de confiance en la justice. Ne pouvant pas compter sur ceux en qui ils ont confié le pouvoir, « *les gens préfèrent se faire justice eux-mêmes* », poursuit le leader du mouvement Wake Up Madagascar.

**LA MULTIPLICATION DES VINDICTES** populaires est sans conteste l'une des conséquences les plus flagrantes, et malheureuses, de



## créer la notion de héros

Pour amener à une prise de responsabilité citoyenne, Lena Slachmujlder, vice-présidente de l'ONG Search for common ground (SFCG) recommande aux médias « d'aller vers les gens qui agissent pour la société et les féliciter » en racontant leur histoire et leurs actions. « Les histoires que nous nous racontons deviendront nos futures histoires », souligne-t-elle en rappelant l'importance de « créer la notion de héros ». Ces citoyens seront alors des modèles pour la société. La vice-présidente du SFCG met en avant l'importance de la communication dans le rétablissement de l'État de droit. À l'entendre, cette communication doit se faire à travers des outils adaptés, tels que des émissions de télévision ou de radio. L'idée est de faire comprendre aux citoyens les problèmes et les enjeux de la société. « La



compréhension de ce dont la population a besoin redonne la confiance pour pouvoir encore coopérer », indique-t-elle. Elle donne l'exemple de la République démocratique de Congo (RDC) où le SFCG a créé des émissions de radio dans lesquelles le rôle de chacun, du citoyen aux autorités est expliqué. Des plateformes où les gens ont pu s'exprimer et poser des questions, ont été mises en place. « Petit à petit, une culture de compréhension s'instaure », conclut-elle.

-----I.A.

l'absence de l'État de droit qui s'étend sur une longue période. « Les vindictes populaires ne sont pas devenues une mode du jour au lendemain », précise le sociologue Paul Rabary. Elles résultent d'un processus qui s'est construit progressivement et qui est né, entre autres, de l'impunité dont jouissent certains détenteurs de l'autorité. » Les agents administratifs locaux ne peuvent se soustraire à leur responsabilité. C'est dans ce sens que dans ses tournées régionales le Premier ministre Olivier Mahafaly a recommandé aux autorités locales à prendre leur responsabilité dès que des cas de non-respect des lois se manifestent. « Il ne faut pas toujours attendre le pouvoir central avant d'agir et de réagir », a-t-il insisté. Le rétablissement de l'État de droit apparaît aujourd'hui comme une urgence, ne serait-ce que pour mettre un coup d'arrêt aux vindictes populaires qui ne cessent de se multiplier. Pour ce faire, « il faut une véritable opposition qui puisse vérifier si les détenteurs de l'autorité respectent les lois en vigueur », assène Maître Rija Rakotomalala, porte-parole du parti politique Malagasy miara-miainga (MMM). « Le Parlement doit effectivement jouer son rôle de contrôle des actions de l'Exécutif », renchérit Herilaza Imbiki, en rappelant que si l'État de droit n'est pas effectif, c'est parce que « le législatif ne joue pas suffisamment son rôle ».

**DANS L'OPTIQUE DU MMM**, la reconnaissance officielle d'un parti d'opposition devrait donner une certaine latitude au Parlement dans le contrôle de l'Exécutif. Mais pour Herilaza Imbiki, le Parlement devrait jouer son rôle dès l'élaboration des lois de manière à ce que celles-ci soient adaptées aux réalités malgaches et ainsi, être facilement internalisées. L'idée « que le peuple soit largement consulté avant l'adoption d'une loi » a été évoquée au cours du débat organisé par le réseau des YLTPiens. Ce qui amène à considérer le rôle des partis politiques dans le processus législatif. Dans un système politique qui fonctionne correctement, ceux-ci sont censés porter un programme devant les électeurs. Les propositions de ceux qui gagnent les élections seront reprises dans le projet de gouvernement, tandis que celles de l'opposition se présenteront comme des solutions alternatives. Rétablir la confiance des citoyens en l'administration, aussi bien judiciaire qu'administrative, et partant rétablir l'autorité de l'État de manière à instaurer un État de droit passe aussi par le rapprochement de gouvernants des administrés. « La présence de l'État au niveau des communautés doit être renforcée », suggère Haritiana Ralevason, administrateur civil qui estime que

« le manque de confiance est né de la rupture des relations entre gouvernants et gouvernés ». « Les droits des citoyens ne sont pas non plus respectés parce qu'ils vivent dans des contrées oubliées », rappelle Sahondra Rabenarivo.

**DANS LA MÊME OPTIQUE**, rapprocher les autorités judiciaires des populations s'avère également crucial. Tout comme il est primordial d'octroyer à la justice son indépendance pour rendre effectif le principe de la séparation des pouvoirs. Sauf que « la justice ne dispose pas toujours des moyens suffisants pour aller à la rencontre des justiciables », regrette Herilaza Imbiki. Les dina ou pactes villageois qui régissent les relations au sein des communautés, peuvent être une solution lorsqu'ils sont homologués par la justice, mais leur mise en œuvre s'avère délicate car ils sont souvent détournés de leur objectif. Les citoyens, enfin, ont un rôle actif à jouer dans le rétablissement de l'État de droit. Il faut « oser s'indigner », recommande Misa Razafindrakoto, magistrat et secrétaire général adjoint du gouvernement. « Chaque citoyen doit être conscient qu'il a une responsabilité dans la vie de la Nation », souligne-t-il. Les manifestations de l'État de non-droit et les pratiques qui en découlent doivent être dénoncées. De manière à ce que cette indignation, comme l'a laissé entendre Sahondra Rabenarivo, puisse ensuite « se transformer en sanction électorale ». P



LA VICE-PRÉSIDENTE DE SEARCH FOR COMMON GROUND (SFCG) APORTE SA VISION LUCIDE SUR CE QUE DEVRAIENT ÊTRE LES RÔLES DU DIALOGUE DANS LA SITUATION ACTUELLE.

**Les dialogues sont présentés comme la solution pour rétablir la confiance. Au fil des décennies, ils ont été nombreux, mais il semblerait que les intérêts personnels aient toujours primé...**

Il ne s'agit pas seulement d'un dialogue entre la population et les dirigeants. Il y a tellement d'autres interlocuteurs. Les médias pourraient jouer un très grand rôle – pas seulement en voulant dénoncer ce qui ne va pas – mais en montrant ce qui peut



*pour aller plus loin*



**À lire**

- *Les gens du pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoire (1956-2002)* par Didier Galibert, Karthala
- *Mpitarika maka lesona amin'ny tantara, ...* par Harisoa Rasamoelina, Désiré Philippe Ramakavelo, Parfait Randrianitovina, Robert Gaby Florent, Jean Eric Rakotoarisoa
- > Téléchargeable sur [www.fes-madagascar.org](http://www.fes-madagascar.org)



**À voir**

- Les vidéos sur la visite de la présidente du SMM à Claudine Razaimamonjy sur [LaChasse-info.com](http://LaChasse-info.com)



**À consulter**

- [www.politika.mg](http://www.politika.mg) : Interview de Lena Slachmujlder
- [www.sfcg.org](http://www.sfcg.org)

**Lena SLACHMUIJLDER**

Vice-présidente de Search for common ground (SFCG)



Andriamanambe Raoto

## Bâtir une société juste et équitable

aller bien. Le développement à Madagascar se fera au niveau des régions, des districts et des communes. (...) Il faut ériger en exemples les collaborations fructueuses qui s'établissent entre le secteur privé, le gouvernement et les médias au niveau des collectivités locales. (...)

### Comment faire accepter cette notion d'inclusivité aux dirigeants ?

Je crois que Madagascar est sur la bonne voie. L'année prochaine, des élections seront organisées dans le pays. Il faut instaurer les cadres de dialogue idoines. J'ai vu dans d'autres pays, au Népal par exemple, qu'il fallait aider les acteurs étatiques et les citoyens, petit à petit, à prendre conscience que le pouvoir peut se « partager ». Dans ce

sens, quand la société civile est forte, elle est d'un grand recours pour la population. Elle peut aider les citoyens à connaître ses droits. Le changement de culture viendra de la société civile, des médias et du secteur privé. Néanmoins, il faut des dialogues. Il ne faut pas perdre l'espoir dans leur concrétisation. (...)

### De quelle manière pourrait-on bâtir une société et une nation fortes ?

Je n'ai cessé de prôner les valeurs des collaborations qui arrivent à créer une société avec une justice et une équité, et où chacun se sent parfaitement en sécurité. C'est tout ce que nous avons besoin pour avoir une société prospère. (...)

Retrouvez l'intégralité de l'interview sur [www.politika.mg](http://www.politika.mg)



**des VUES  
& des OPINIONS**

## Rétablir l'État de droit, quels en sont les fondamentaux ?

**Herilaza IMBIKI, magistrat**

*Sur la crédibilité de la justice malgache, les justiciables doivent faire confiance en la justice "tokony hitokisana ny fitsarana". Mais encore faut-il que la justice soit dotée des moyens qu'il lui faut, et, en corollaires, les magistrats doivent honorer leurs obligations et relever leur légitimité. Le peuple détient de droit de créance, le pouvoir lui appartient, lui-même est le mandant des dirigeants politiques. Tout responsable politique, à l'instar du chef de famille, doit être un modèle et redevable vis-à-vis des citoyens.*

Data du jeudi 30 mars 2017

**Olivia RAJERISON, avocate**

*« (...) Il existe plusieurs lacunes de l'État de droit dont l'inadaptation de certaines lois existantes dépassées et plus conformes à la réalité, l'existence de lois qui entravent le développement de la démocratie comme celles sur la communication, les abus de pouvoir, le non-respect des droits de l'homme, la discrimination dans l'application des lois, et la corruption qui gangrène les institutions à tous les niveaux. Ainsi, l'État de droit est souvent "à géométrie variable" quel que soit le régime. Les gouvernants une fois au pouvoir perpétuent les mêmes pratiques qui ont dégoûté le peuple de leurs prédécesseurs : comme l'interdiction et répressions de rassemblements de leurs adversaires politiques, la fermeture ou l'intimidation des stations de radio et/ou télévision des opposants, le pillage et détournement des ressources naturelles du pays, le "néopatrimonialisme", le copinage, le népotisme, etc. Le peuple se trouve alors désarmé car il ne peut compter sur les promesses des élus qui ne privilégient que leurs intérêts ou ceux de leur groupe une fois au pouvoir. Les Institutions, fragiles et faibles, n'inspirent pas confiance (...) ».*

In Policy Paper 6 : La légitimation démocratique du pouvoir à Madagascar

# Ivelohanta Randrianarimalala, la *pasionaria* pour le social

**Issue elle-même d'un centre d'accueil,  
Ivelohanta Randrianarimalala incarne le foyer pour les  
cinquante jeunes mineures de l'Akany Faravohitra.  
Portrait d'une femme plus que déterminée.**



Misaina Rakotondratsima



Nirilanto Ramanamisata

**F**aravohitra. Midi. La quiétude de la Haute ville d'Antananarivo n'est perturbée que par les chamailleries des jeunes filles et par des rires enthousiastes. Tout comme le soleil qui est à son zénith, les jeunes mineures – placées par le ministère de la Justice après quelques écarts disciplinaires – profitent des rayons du soleil prodigués par l'Akany Avoko.

## RÉDEMPTION

Quelques-unes ont été maltraitées, d'autres abandonnées, certaines promises à la rue. La demeure – une imposante maison traditionnelle – est séparée des locaux de ce département ministériel par une simple clôture. Celle-ci représente la rédemption pour la plupart de ces filles. Ivelohanta Randrianarimalala y officie en qualité de directrice. Le rôle de cette « mère » consiste à donner un foyer à plusieurs dizaines de jeunes mineures, à les éduquer et à leur offrir un avenir, car elle a connu la même situation. Enfant, ses chances pour un futur radieux étaient hypothéquées : à 7 ans, elle perd sa mère. La petite Hanta n'a jamais connu son père. Elle se rappelle ce moment où elle avait rejoint un foyer situé à 15 kilomètres de la capitale. Les autres membres de ce qui était sa famille étaient éparpillés un peu partout, avant que la cadette de la famille ne la rejoigne dans ce même établissement.

## DÉTERMINÉE

Elle était déjà douée à l'École primaire publique d'Ambanidia, mais aussi à Ambohidratrimo. Les années passent, mais malgré son aptitude à assimiler rapidement les cours, elle rate son bac par deux fois. La troisième tentative sera la bonne. C'est à l'époque que la vie de la jeune pensionnaire du centre d'insertion –18 ans à ce moment-

là – prend un tournant. La chance lui sourit. Par le biais d'un projet commun du foyer d'Ambohidratrimo et du Presbyterian Church, elle s'envole pour le Pays de Galles, au Royaume-Uni, en tant que volontaire pour s'occuper des enfants défavorisés. « *Les enfants gallois étaient en difficulté, mais ils étaient mieux lotis que les nôtres* », relativise la sortante du Youth Leadership Training Program (YLTP), le sourire aux lèvres. Ses responsables remarquent sa disposition pour le social et soulignent sa détermination, une qualité qui l'accompagnera toute sa vie. Un choix déterminant interviendra après son diplôme d'assistante sociale décroché à Antananarivo : exercer à Madagascar ou travailler au sein de l'Unicef à l'étranger. Pour elle, le choix est vite fait. Elle restera.

## MISSION

2006 : le centre d'accueil, créé en 1962 par le Collectif des Églises protestantes de Madagascar (FFPM), connaît des difficultés majeures. « *Le foyer était en difficulté, il allait fermer ses portes. Cela m'a vraiment préoccupée. L'Église protestante a lancé des appels pour le maintenir. C'est après cela que le FFPM m'a contactée et m'a désignée pour s'occuper du centre. En 2015, je suis devenue la plus jeune directrice que l'établissement a connue depuis son existence* », raconte celle qui a encore cinq années dans son mandat. La première mission était simple et compliquée à la fois : ressusciter l'institution après sa fermeture en juin 2015. La grande bâtisse traditionnelle menace de s'effondrer sur ses occupants. « *Il fallait la rénover. C'était difficile, mais nous avons réussi, du moins en grande partie. Des travaux doivent toujours être faits* », raconte Hanta, tout en indiquant les différentes pièces de l'établissement. Les ruissèlements témoignent des pluies

récentes et les murs qui lézardent, annoncent les tâches qui doivent être effectuées. « *Il n'est pas rare que, faute d'équipements, des sœurs dorment ensemble sur le même lit* », explique notre guide du jour. Bien que beaucoup d'âmes charitables aident le centre, il a un grand besoin d'appuis pérennes. Au premier étage, d'autres lits, recouverts de drap rose, finement alignés donnent le ton. « *Je veux que le centre soit prêt pour une visite d'un donateur à tout moment* », précise-t-elle. Au total, l'effectif atteint une cinquantaine de jeunes pensionnaires, toutes affairées avec des bénévoles européens à des tâches diverses comme la confection et le tressage, pour les unes, les autres sont rivées devant leur écran pour apprendre l'anglais. Éduquer et préparer ces jeunes filles à la vie professionnelle, une fois sorties de cet établissement, c'est le challenge de Hanta, petite par la taille mais animée d'une grande volonté. **P**

## en 5 dates

**1962** | création de l'Akany Avoko Faravohitra sous l'égide de l'Église protestante

**1963** | placement du foyer sous tutelle du ministère de la Justice

**2006** | Hanta décroche son diplôme d'assistante sociale

**2015** | fermeture des portes du foyer, faute de moyens et de vétusté de la maison principale

**2016** | réouverture du foyer au mois de mars





## le néolibéralisme

# Le plafond de verre africain

**La promesse au détour des années 90 était alléchante : le libéralisme permettra à l'Afrique de sortir de l'ornière de la pauvreté. Autopsie d'un échec.**



Haingo Rajoelison et Andriamanambe Raoto



Gino Ramiadamahefa

Après des années de galère, la société Les Moulins de Madagascar (LMM) a rendu les armes. La dernière minoterie en activité dans la Grande île a baissé pavillon. Elle était incapable de faire face au prix agressif appliqué par les importateurs de farine locaux, facilité par l'ouverture des frontières. Cette mauvaise fortune de LMM symbolise cette époque de libéralisation « sauvage » traversée par la Grande île.

**C'EST UN PARADOXE** pour Madagascar qui a une superficie énorme non exploitée en agriculture, mais qui importe la majorité de ses PPN. Et les divers accords commerciaux ratifiés au fil des décennies ne vont pas l'aider. Pis, ils sont en train de tuer à petit feu son industrie, à la grande indifférence générale. Pour Alpha Diallo, économiste et analyste sectoriel chez HBC, « l'Afrique est devenue un camp de redressement très strict dévoué à la cause néolibérale ». Ce constat amer est partagé par Tendai Makanza, l'un des formateurs de l'atelier organisé par l'Alternative au néo-libéralisme en Afrique australe (Ansa). Ce programme veut agir comme un point focal, un guide et un catalyseur visant à promouvoir l'union des peuples, des mouvements dans la région et au-delà, et à forger des alliances dans la recherche commune d'alternatives au néo-libéralisme. « Les conséquences de la prévalence du néolibéralisme est la différence inouïe qui caractérise la classe dite pauvre et la classe aisée. Cet écart est flagrant et très important », a martelé Tendai Makanza. Cette situation est consolidée par le rôle, encore marginal, joué par le Continent noir dans l'économie mondiale.

**L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE** demeure spécialisée dans l'approvisionnement des indus-

tries du centre capitaliste en matières premières agricoles, énergétiques et minières. Cette participation capitale nourrit le développement de l'économie « capitaliste ». Le continent est souvent relégué au second plan : il reste ainsi un acteur marginal dans le commerce mondial des services avec uniquement une part de 2,2% pour les exportations et 4% pour les importations. Des chiffres qui expriment indéniablement sa marginalité. Tendai Makanza et Ajay Lachhman ont mis en exergue les « dérapages » découlant de la libéralisation industrielle. Une faille qu'ils nomment le « piège de la libéralisation industrielle ». « En choisissant cette voie économique, un pays risque, entre autres, de tuer son artisanat, de rendre moins performant son secteur agricole sans oublier la dépendance créée », notent les deux formateurs du programme Ansa.

**L'ANSA – À TRAVERS SON PROGRAMME** socio-économique initié au sein du Conseil de Coordination des syndicats d'Afrique australe (Satucc) – promeut « l'expression pertinente d'une perspective articulée et de grande portée, parfaitement adaptée à la critique de la réalité planétaire qui s'est imposée au cours de la décennie passée ». Un programme que ses concepteurs s'évertuent à utiliser dans les négociations politiques et économiques de leurs pays respectifs et qu'ils espèrent faire tache d'huile à Madagascar. L'Ansa met un point d'honneur sur la priorité de l'industrialisation. Pour que cette politique aboutisse, il est primordial selon Tendai Makanza et Ajay Lachhman de « motiver la consommation locale avant d'entamer le commerce extérieur ». Les groupements économiques locaux, comme le Sim, s'époumonent depuis longtemps à exiger la mise en place de conditions optimales pour que l'économie locale soit favorisée. Ce serait le début d'une vraie indépendance. **P**



## une ALTERNATIVE au NÉOLIBÉRALISME, selon l'Ansa

### Prioriser l'Homme

Paradoxalement, dans les démarches économiques, l'Homme est souvent le grand oublié. Pour l'Ansa, il est impératif de recentrer les actions de développement sur lui. Cela passe, entre autres, par la prise en compte des droits de la femme et le considération de leur apport dans l'économie du pays. Sur le plan de l'éducation nationale, il est urgent de mettre en place un système éducatif adapté. Pour un pays comme Madagascar, le système éducatif a été en grande partie calqué sur des programmes français, parfois désuets. La réforme de l'éducation menée semble tendre vers cette éducation adaptée. La démocratie participative (voir *Politikà 4*) est l'un des leviers avancés pour que les citoyens soient des acteurs majeurs de leur destinée.

### Reconsidérer l'intégration régionale

Madagascar a pleinement intégré des alliances régionales comme la Sadc ou le Comesa. Hormis dans quelques secteurs bien spécifiques, cela ne l'a pas tellement aidé à asseoir son développement économique. Pis, l'ouverture à marche forcée des frontières lui a valu une déferlante de produits importés. Madagascar est un nain par rapport à un géant comme l'Afrique du Sud, voire l'île Maurice. Malgré les efforts considérables consentis à cet égard, l'intégration régionale ne semble pas avoir produit jusqu'à présent les résultats escomptés sur l'économie. Pour l'Ansa cependant, l'intégration régionale est à considérer comme un moyen prépondérant dans les négociations commerciales à l'échelle internationale. Elle roule également pour une alliance progressive au niveau national, régional et global.

### Redistribuer les fruits de la croissance

Redistribution des richesses, un mantra répété à l'envi depuis bien longtemps par les politiciens. L'inégalité est prégnante et flagrante dans la Grande île. Une infime minorité de la population accumule une grande majorité des richesses. Le vrai travail à faire est de partager avec intelligence les richesses, c'est-à-dire en investissant dans la création de richesses et une réorganisation des fruits de la croissance. Ce qui fait encore cruellement défaut aussi bien à Madagascar que dans presque tous les pays du Continent noir. 20% de la population la plus riche en Afrique du Sud se partage 68,9% des richesses. Au Nigeria, la même population s'adjudge plus de 49% des richesses, au Togo, c'est 51,6%.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Afrique : On ne mange pas la croissance économique par François Fabregat (blogs.mediapart.fr)

### Valoriser les capitaux nationaux

Les capitaux nationaux, par opposition aux IDE, concourent à la formation et au progrès des richesses nationales sans l'effet pervers de la dette morale. Comme une force productrice et comme une source de revenu, ils forment l'une des bases de la richesse d'un peuple. Sur le plan diplomatique, le pays qui veut se détacher de l'influence du néolibéralisme est appelé par l'Ansa à procéder à un « détachement sélectif et un rattachement négocié concernant les partenaires diplomatiques, commerciaux et financiers ». Il s'agit d'un vrai travail de fond auquel il faut s'atteler dans le volet géostratégique. S'affranchir du joug du néolibéralisme est également synonyme d'enrichissement des acquis scientifiques et technologiques. C'est le mode de pensée dans son ensemble qu'il faut revoir.



1963

● Europe – Afrique :  
Traité de Yaoundé  
entre 6 pays européens  
et 18 anciennes colonies

1975

● Europe – Afrique :  
Convention de Lomé,  
concernant des pays d'Afrique,  
des îles des Caraïbes  
et du Pacifique

1995

● Monde – Afrique  
Création de l'Organisation  
mondiale du commerce (OMC).

2000

● États-Unis– Afrique :  
African Growth and  
Opportunity Act (Agoa),  
concernant 38 pays africains

2001

● Monde – Afrique  
Nouveau partenariat  
pour le développement  
de l'Afrique (Nepad)

2003

● Europe – Afrique  
Accords de Cotonou

2016

● Europe – Afrique  
L'Union Européenne  
et six pays membres  
de l'union économique  
et douanière sud-signent  
les accords de partenariat  
économique (APE)



“

Nous avons  
besoin de  
bâisseurs  
d'un monde  
nouveau

**Nous vous proposons l'intégralité  
du discours inaugural prononcé  
par Raymond Ranjeva, lors du  
lancement de la formation Youth  
Leadership Training Program, cuvée  
2017.**



Raymond Ranjeva

**P**rendre la parole à une séance inaugurale est une épreuve redoutable. En pareille circonstance, la tentation est grande de parler de soi. Il est vrai qu'on peut faire part de son expérience et participer ainsi à la formation de nouvelles générations. Malgré les épreuves et les échecs, le sens du devoir accompli vous procure la sérénité et le sentiment de paix qui sont des biens inestimables, sans toutefois sombrer dans l'indifférence et le silence.

**JE NE PRONONCERAI PAS UNE LEÇON ACADÉMIQUE** mais souhaiterai partager avec vous des propos simples. C'est parce que l'avenir peut paraître sombre pour notre peuple et notre pays que je veux me tourner vers vous avec ma conviction de foi dans un avenir autre pour Madagascar. Un futur digne des bénédictions prodiguées de générations en générations par nos anciens, puisque nous ne sommes que de simples maillons d'une longue chaîne donc redevables envers ceux qui nous ont laissé un héritage ; envers ceux qui à présent à nos côtés comptent sur nous ; envers ceux qui nous laisseront un héritage qui devra être un monde meilleur. Des solutions illusoire comme les promesses d'enrichissement rapide sans exigence éthique, on nous en propose autour de nous et dans le vaste monde. Des compétences, des technologies et des capitaux, on nous en parle tous les jours ! Mais pour quels résultats ?

**DANS NOTRE SOCIÉTÉ** contemporaine, y a-t-il encore place pour une démarche réflexive pour l'élaboration de projets de vie et de carrière ? La préoccupation majeure n'est-elle pas de plaire et de satisfaire les besoins immédiats ? Pour un politicien, par exemple l'horizon de la réélection risque d'être sa préoccupation principale. Notre drame tient à une interprétation de la mondialisation condamnant les pays pauvres à n'être que des marchés de consommation ou des spectateurs passifs et envieux d'un monde où le vol et la mendicité sont la part dévolue aux jeunes. L'Histoire nous rappelle que les leaders se sont imposés lorsqu'ils ont inscrit leur projet dans la durée : la pierre et les œuvres monumentales, les écrits à dimension universelle ou les institutions juridiques.

**Y A-T-IL ALORS UNE PLACE POUR UN LEADERSHIP** à Madagascar ? la subversion des esprits nous écrase lorsqu'on accepte l'idée d'un individualisme égoïste du Malgache rejetant tout leadership ! L'assise de la capacité à diriger se fonde sur l'être du leader : un profil d'humilité où la conscience légitime de sa propre valeur ne s'épanouit qu'avec le succès des co-auteurs. Andriamasinavalona l'a posé en principe de gouvernement : « *Ny hahatsangy ho hary ny vahoaka sy ny zanaka no no voninahitry ny mpanjaka sy reharen'ny Raimandreny* ». Nous sommes loin de la conception de *Raimandreny* prédateurs, âpres à la redevance du *valim-babena* ! Le premier pour un leader est l'impératif de la conscience morale qui nous enjoint de respecter, protéger et promouvoir l'autre, la vie et la dignité. C'est surpasser l'égoïsme, le narcissisme, l'avidité et l'esprit de vengeance ! Le second élément est la conviction que l'effectivité du leadership va au-delà de la capacité d'animation de groupe, de l'information-éducation-communication, ou même des efforts ou de l'abnégation personnelle. Dans

l'état actuel de notre monde et de notre société, il nous faut découvrir cette conviction dans cette réalité qui est au-delà de nous tous. La conscience de l'éthique de la justice et de la paix. La question se posera alors : ou le leader chemine dans l'hostilité en refusant de s'accepter les uns et les autres afin de réduire l'autre à la soumission à son projet. Ou il chemine pour découvrir et faire découvrir la plus haute destinée qui nous attend tous. Si le choix en est ainsi il revient alors au leader de faire pour que cette démarche soit effectuée ensemble dans la confiance réciproque et l'harmonie. Nous reconnaître solidaires par-delà la solidarité dans la pénurie du seul fait de notre commune origine. Pour notre réussite ; une solidarité politique, économique et culturelle avec la répudiation de la culture de l'exploitation, de la spéculation et de l'enfermement, tous les trois, facteurs de pauvreté.

**NOTRE CHANCE EST D'ÊTRE UN DES RARES PAYS** où le rapport entre ressources et population est encore positif. En citant la maxime de

Bodin « *il n'est de richesse que d'homme* », je rappellerai que cette maxime a été utilisée pour justifier la colonisation : c'est un crime que de laisser les inépuisables richesses à l'état de gisement ou entre les mains de « non-civilisés ». L'univers sous nos yeux a changé et un monde nouveau surgit. L'épuisement des ressources est une vérité élémentaire, la course à l'accaparement des terres est une donnée d'évidence, l'écrasement idéologique nous imposant le sentiment d'impuissance et d'isolement, est un mal pernicieux rampant. Ces maux sont sous nos yeux. Nous avons besoin de bâtisseurs d'un monde nouveau, d'un nouveau langage et de gestes qui brisent l'enchaînement fatal des divisions de l'histoire et les illusions trompeuses des idéologies modernes.

**DANS CE MONDE, LE LEADER EST** celui qui tend la main pour encourager, soutenir ceux qui entendent construire un Madagascar sur les quatre piliers de la vérité, de la justice, de la paix et de la fraternité. Cette œuvre de

construction est un chantier ouvert à tous et pas uniquement aux spécialistes, savants ou faiseurs de rois et d'opinion. Il est de portée universelle et passe par de petits actes quotidiens ! Le leader aura à cœur d'utiliser un langage qui exprime les petits actes de la vie quotidienne. C'est en ce sens que les jeunes ont une place capitale dans l'élaboration du futur. L'ardeur de leurs convictions et leur foi en l'avènement d'un monde meilleur, peuvent aider à libérer le monde de l'histoire des fausses routes où se sont fourvoyés leurs aînés.

**CES CONVICTIONS QUI SONT MIENNES** sont dérangeantes pour quelques-uns ! Elles n'ont pas de parti ni d'idéologie ! Elles n'ont qu'un seul objet : être utiles pour libérer le pays de la tétanie de la résignation ou du pseudo-confort de l'unanimité. Nous ne pouvons pas nous satisfaire d'appartenir à un peuple de vaincus qui n'attend que des gestes de bienveillance des tuteurs pour survivre. C'est la raison de l'appel à vous qui aspirez à exercer de façon effective votre capacité directoriale ou votre leadership. Puissiez-vous alors incarner ce souhait d'Andriamasinavalona : « *Hahatsangy ho hary ny vahoaka sy ny zanaka* ». **P**

## Dans notre société contemporaine, y a-t-il encore place pour une démarche réflexive pour l'élaboration de projets de vie et de carrière ?

# Pour une **nouvelle approche** de la **réconciliation nationale**



Une chronique de...

**Raharinaivo ANDRIANATOANDRO**

Politicien, ancienne figure de proue du parti de Marc Ravalomanana, Tiako i Madagasikara (Tim), Raharinaivo Andrianatoandro a occupé le poste de questeur à l'Assemblée nationale avant de siéger en tant que président du Congrès de la Transition dans le processus convenu depuis les réunions et la conférence sur la réconciliation d'Ivato. En retrait de la vie politique depuis la fin de la Transition, Raharinaivo Andrianatoandro est spécialiste du domaine des sciences politiques, sociales et philosophiques.

**N**ous vivons dans un monde de violence multiforme qui favorise la montée de l'extrémisme ainsi qu'un mouvement de repli sur soi. Dans les pays sous-développés, tels que Madagascar, la déception et le découragement gagnent du terrain. Conséquences : les gens deviennent de plus en plus individualistes et de moins en moins

citoyens/sujets. On assiste à une crise de l'individu parallèlement à la faillite du collectif. Or, un individu ne peut exister au sein d'une société que s'il est capable de penser, de s'exprimer et de vivre en sujet. De même qu'un individu n'est « viable » que s'il est un sujet pensant, libre et autonome. En résumé, il s'agit de replacer l'humain au centre de l'engagement d'une part, et d'autre part, d'en faire un sujet libéré et autonome en le faisant porter avec d'autres, un projet de société que refuse un individu égoïste. C'est un combat politique, un humanisme de combat. Face à la conjoncture ou plutôt aux ressentis des citoyens, quelle serait alors la forme de cet engagement? On pourrait proposer un panel de propositions allant du curage de caniveaux dans les bas quartiers, à la distribution d'aliments ou de vêtements aux déshérités, jusqu'à prêcher la Bonne Parole, même dans les endroits les plus reculés et les plus pauvres du pays, en passant par des manifestations publiques du genre Wake up. Je pense plutôt que nous pouvons exécuter de pro-

fonds et féconds travaux de recherche allant dans le sens de la refondation de la République, sinon de la Nation. L'objectif étant d'enrichir, de nourrir ce que l'on désigne communément, quoiqu'indûment, par réconciliation nationale ou concertation nationale, terme plus approprié à mon avis.

Si elle doit se tenir, l'idée de concertation nationale au lieu de réconciliation nationale - qui semble recueillir de plus en plus d'opinions favorables - est de se focaliser sur les aspects assez peu développés, voire mis de côté lors des conférences sur les réconciliations nationales successives. Les dimensions économiques, histo-

riques, sociales, sociétales avec les maux qui

leur sont propres, doivent faire l'objet d'un diagnostic exhaustif, sans état d'âme, sans échappatoire,

de tous ces maux qui nous rongent, qui rongent notre pays, qui portent atteinte à notre intégrité, à notre vouloir vivre ensemble, à notre histoire commune, à notre développement économique et sociale.

Le père Sylvain Urfer dans *L'écume et la vague. Où va Madagascar?* (Éditions Foi & Justice) l'exprime comme suit : « (...) se focaliser sur la seule dimension politique de la crise ne mène à rien. Il faut voir plus large : l'impasse politique est le reflet d'une crise globale de la société, qui concerne la culture et ses valeurs, la famille et l'éducation, l'économie et le travail, l'Église et le monde associatif... ». Plus explicitement, il s'agit d'identifier les fondamentaux que sont les éléments historiques, socioculturels, sociétaux, psychologiques, économiques, voire administratifs qui rendent compte du fonctionnement de la politique et de ses retombées sur la vie des administrés. D'où cette idée d'une nouvelle approche de la réconciliation nationale. **P**

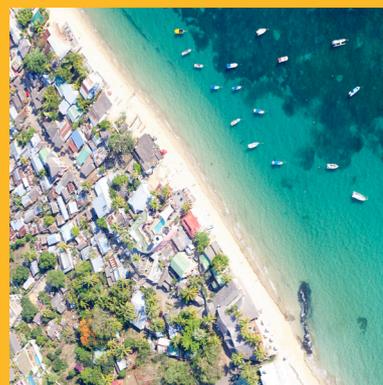
**[...] les gens deviennent de plus en plus individualistes et de moins en moins citoyens/sujets.**



L'opinion exprimée est individuelle et n'engage que son auteur

tourisme

## Une compétitivité à démontrer



Madagascar et sa nature exceptionnelle n'attendent qu'à être valorisés. Selon le Forum économique mondial (WEF), Madagascar occupe la 22<sup>e</sup> place africaine dans le classement de la compétitivité touristique. Prenant en compte plusieurs critères, cette étude classe la Grande île à la 121<sup>e</sup> place mondiale, entre le Ghana (120<sup>e</sup>) et le Mozambique (122<sup>e</sup>).

## Ampasindava, tous font bloc

Plusieurs organisations de la société civile se sont jointes aux riverains d'Ampasindava dans leur lutte contre le projet d'exploitation des terres rares de cette péninsule par la société Tantalum rare earths Madagascar. Aidée par des opérateurs économiques de Nosy Be, cette coalition compte adresser une pétition lancée en ligne au président Hery Rajaonarimampianina pour s'opposer au permis d'exploitation.



Jirama

## Un nouveau DG à la barre

La bonne gouvernance, la réduction des coûts de production, la rénovation et l'amélioration des infrastructures en eau et électricité. Telles sont les priorités d'Aimé Olivier Jaomiary, le nouveau Directeur général de la Jirama. Le spécialiste des ressources humaines aura la lourde tâche de poursuivre le redressement entamé de la compagnie nationale. Il a d'ores et déjà annoncé une hausse progressive du coût de l'électricité et de l'eau pour viser un équilibre opérationnel en 2020.

économie des cités

## Des profits par milliers

Antananarivo est la ville africaine la plus profitable en matière de rentabilité de l'investissement immobilier, d'après un classement effectué par Knight Franck. Dans l'immobilier de bureau, la capitale malgache offre, selon cette multinationale britannique spécialisée dans les tractations immobilières, un taux de rendement de 14%, à l'instar de Luanda. Dans les segments commerciaux et résidentiels, la Ville des Mille arrive toujours en tête en présentant des taux de rendement respectifs de 13% et 12%.



## Vanille, une filière en danger

Vol de gousses sur pied, exploitation de la vanille verte, spéculation... La filière vanille malgache est en danger. Cela inquiète au plus haut point les responsables étatiques et les opérateurs économiques. Le spectre d'une saison catastrophique plane avec ses conséquences économiques désastreuses.

## Cyclone catastrophique pour l'économie

Une équipe de la Banque mondiale estime les pertes économiques du passage du cyclone Enawo à Madagascar en mars, à 415 millions de dollars dont 168 millions pour l'unique région Sava, la plus touchée. Cette estimation, basée sur une modélisation quantitative des risques, précise que ce chiffre équivaut à 4% du PIB du pays.

chiffres

**15**  
% du PIB

l'ensemble des investissements du secteur public et privé

**8 534**

pensionnés irréguliers ont été écartés en 2016

**10**  
ans

la durée du partenariat stratégique entre Air Madagascar et Air Austral

madagasinoa

## Cela va de soie



© Présidence de la République de Madagascar

Nathan Raherivelo  
et Andriamanambe Raoto

## La relation Madagascar-Chine ne date pas d'aujourd'hui. L'ancienne génération de migrants chinois est parfaitement intégrée dans le microcosme social local. Il est temps d'enclencher la seconde sur le plan économique.

L'accueil est solennel. Le trait de Hery Rajaonarimampianina est sérieux. La Première dame est impeccablement vêtue d'un manteau rouge, un clin d'œil évident aux couleurs de la révolution. Le tout puissant Xi Jinping est l'hôte du jour. Au cœur du mois de mars, cette visite officielle n'est pas que symbolique. La Grande île a été intégrée officiellement à la ceinture économique de la route de la soie, en marge de cette visite d'État incluse dans le cadre

du Forum annuel économique de l'Asie sur l'île Boao, dans la province de Hainan.

**LE MÉMORANDUM** sur l'intégration de Madagascar prouve, une fois de plus, que l'appétit d'ordre de l'Empire du Milieu pour l'Afrique est loin de s'affaiblir. Même si la « Chine-Afrique » a connu d'autres périodes plus flamboyantes, les investissements que Pékin compte effectuer dans la Grande île sont loin d'être négligeables. Citons, pêle-mêle, la mise en place d'une

zone économique spéciale, la mise en place d'une autoroute reliant Antananarivo et Toamasina, la construction d'un grand port dans la baie de Narinda, sur la côte Nord-Est de l'île et l'édification d'une « ville intelligente » avec le géant de l'électronique Huawei. Dans sa quête de compétitivité, ces accords présentent pour Madagascar des actifs spécifiques et permettant un puissant *take-off*. C'est surtout rassurant pour la Grande île qui est encore quelque peu boudée par les bailleurs de fonds tradition-

nels. Madagascar profite donc de la mansuétude chinoise au lieu de s'époumoner à convaincre ses partenaires habituels, exigeants en termes de réformes « *qui sont lourdes et qui nécessitent beaucoup de temps* », dixit Hyacinthe Befeno, membre du Collège des conseillers économiques du président de la République (CCE). Lors de la visite officielle du ministre chinois des affaires étrangères étrangères dans nos murs, en janvier dernier, il a été énoncé que la coopération sino-malgache cible cinq secteurs prioritaires : l'agriculture, la pêche, le tourisme, l'aviation régionale et les infrastructures. Les poumons essentiels de l'économie en somme.

#### HERY RAJAONARIMAMPINANINA

a indiqué que les règles de jeux des financiers asiatiques sont très claires et ils exigent même des projets « bien définis » et « rentables » en amont de toute décision d'investissement. « *Les bailleurs de fonds asiatiques, tout comme les investisseurs privés du continent, ont les mêmes critères que les bailleurs et les investisseurs occidentaux en matière d'investissement* » a-t-il souligné. C'est une manière pour lui de tordre le coup à certaines idées reçues selon lesquelles la Chine offrirait des prêts sans être très regardante en termes de démocratie ou de gouvernance. Néanmoins, malgré cette explication diplomatique, pour ne pas froisser les partenaires traditionnels, il est connu que Pékin conserve, en Afrique, d'excellentes relations avec des pays largement mis au ban des autres nations. « *Le déficit en infrastructure de transport et d'énergie constitue un handicap pour le développement du pays. Ces investissements joueront des rôles cruciaux* », soutient Noelson Rahaingomanana, Directeur de la planification globale auprès du ministère de l'Économie et de la planification. Si l'Empire du Milieu fait les yeux doux à l'Afrique, c'est pour satisfaire ses besoins fondamentaux : assurer un accès aux matières premières pour son indus-

trie lourde, offrir des perspectives de développement aux entreprises chinoises, asseoir son influence et gagner de nouveaux alliés. Moins visible avant l'année 2000, la Chine s'est imposée, dès 2009, comme le premier partenaire commercial du Continent noir.

**CETTE DYNAMIQUE** internationale est profitable pour Madagascar, coïncé entre le marteau – ses besoins pressants d'investissements – et l'enclume – les Partenaires techniques traditionnels exigent des réformes à marche forcée. De par la situation géographique, la Grande île constitue un carrefour stratégique et peut jouer un rôle de pont entre

les deux continents. La Chine est en quête de nouveaux marchés, pour redynamiser sa croissance et consolider son positionnement sur l'économie mondiale. « *Madagascar étant un prolongement naturel de la route de la soie maritime, il peut tirer son épingle du jeu* », avait esquissé le Chef de l'État. Néanmoins, cette euphorie ne doit pas occulter les revers de la médaille de la relation « Chine-Afrique ». Le président du Parlement européen, Antonio Tajani, n'avait pas hésité à dire au journal allemand *Die Welt* que « *l'Afrique risque aujourd'hui de devenir une colonie chinoise, les Chinois ne veulent que les matières premières. La stabilité ne les intéresse pas* ». P

#### à la loupe

# 300

milliards de dollars

> les investissements de la Chine en Afrique (2015)

# 4<sup>e</sup>

> le positionnement de la Chine en investissement en Afrique, derrière la France, les États-Unis et le Royaume-Uni



## investisseurs chinois, une mine de conflits

La venue de nouveaux investisseurs chinois a redistribué les cartes dans l'économie malgache. Omniprésents dans le secteur minier notamment, ils changent les données depuis quelques années. Néanmoins, cela ne s'opère pas sans heurts, à l'image de l'affaire Soamahamania, tout au long de l'année 2016 (notre photo) dans laquelle une société minière chinoise – spécialisée dans l'exploitation aurifère –, Jiuxi Mines, a fait face à une révolte villageoise conduisant à un véritable embrasement de la communauté locale. Ce n'est pas le seul dossier sujet à polémique et qui met en scène des opérateurs chinois, notamment dans les mines, qui a défrayé la chronique. Quelques-uns font fi des règles élémentaires en matière de respect de l'environnement et ne sont pas très bien perçus par les communautés riveraines. L'irrésistible percée chinoise suscite de vives controverses et inquiétudes au sein de la communauté locale. Certains y voient une opportunité à saisir, d'autres ressentent une menace grandissante. Pour l'économiste Hery Ramiarison, la signature d'un mémorandum d'entente entre Madagascar et la Chine est un « *argument en faveur de la dynamisation du tissu économique local* ». Cependant, il note que cela permettra



à Pékin de « *soutenir la présence chinoise dans la Grande île de manière progressive* ». Dans tous les cas, seules des assises institutionnelles fortes permettront de mettre en place des relations réellement gagnant-gagnant car il est avéré que la Chine est en train de bousculer les agendas internationaux du développement et redéfinissant les grands équilibres géopolitiques et économiques. Il n'est pas sûr qu'elle va s'arrêter en si bon chemin surtout avec un pays à fortes potentialités, notamment minières, comme Madagascar.

----- R.A.



**Hery Ramiarison**

## « On craint une braderie de nos ressources naturelles »

**L'économiste explique que Pékin est devenu incontournable sur l'échiquier économique mondial, au grand dam des partenaires historiques. Entretien.**



Nathan Raherivelo

### **politikā\_SORTIR DES SENTIERS BATTUS DES BAILLEURS TRADITIONNELS ÉQUIVAUT-IL À UN FINANCEMENT PARALLÈLE?**

**hery ramiarison\_**Le financement parallèle est un fonds privé hors cadre institutionnel de financement. Il sort du cercle habituel de financement et rivalise avec les apports des bailleurs traditionnels. Il présente des risques du fait de la source même du fonds, qui peut incorporer des argents blanchis provenant d'activités illicites et illégales. Ses modalités d'obtention sont également opaques. Le mémorandum signé avec la Chine rentre dans le cadre d'un accord bilatéral, une convention de partenariat économique qui respecte un certain nombre de règles et de standards internationaux fixés conjointement avec les bailleurs de fonds traditionnels et les institutions monétaires internationales. Il ne s'agit donc pas d'un financement parallèle.

### **LE GÉANT CHINOIS EST-IL UN PARTENAIRE FINANCIER CRÉDIBLE?**

La Chine est une puissance économique qui a une compétitivité accrue dans les industries capitalistiques. Les investissements chinois conquièrent le monde et on enregistre une forte concentration de ces fonds chinois, autant dans les pays émergents que dans les puissances économiques, comme les États-Unis, l'Union Européenne ou encore le Japon. (...) La Chine

a une intégration confirmée au marché mondial en accumulant expériences et pratiques. Elle connaît parfaitement les standards et les cadres internationaux d'investissement et d'opérations. C'est un partenaire économique mûr et sérieux. Cependant, il ne faut pas oublier que la première motivation de tout investisseur est la recherche de profit, et il se comportera de façon à le maximiser. Il incombe donc au pays d'accueil de bien réfléchir aux termes du contrat et d'avoir un certain niveau en matière de gestion administrative afin qu'il ne soit pas lésé. L'histoire et les expériences des régimes précédents et celles des autres pays nous montrent que les ressources naturelles intéressent au plus haut point les Chinois. Dans le cadre de cet accord bilatéral, on craint une braderie de nos ressources naturelles, en termes de contrepartie.

### **POURQUOI UN TEL BAILLEUR S'INTÉRESSE-T-IL À MADAGASCAR?**

Un accord de partenariat gagnant-gagnant n'équivaut pas toujours à une redistribution des profits d'égal à égal, chaque signataire y trouvera son intérêt. Sa motivation est dictée par les résultats escomptés. La compétitivité de la Chine dans les industries légères diminue. Du fait de l'« accumulation », le capital humain chinois est de plus en plus qualifié et se voit peu à peu être absorbé par les industries à plus

forte capacité technologiques et les secteurs manufacturiers. Corollairement, les travailleurs chinois s'enrichissent et le coût de production dans les industries à forte intensité de main-d'oeuvre augmente. La grande puissance perd ainsi en compétitivité et voit disparaître des marchés qui utilisent environ 80 millions de travailleurs, l'équivalent de plusieurs millions de dollars d'investissements chinois. C'est la raison de son engagement dans les pays en voie de développement comme Madagascar. Pour faire face à la rude concurrence internationale – et maintenir le niveau de coût de production – de nombreuses entreprises chinoises délocalisent dans les pays à bas revenus. On assiste à une montée en flèche des flux d'investissement en provenance de la Chine en Afrique, dont une poignée atterrit à Madagascar. (...)

### **LES BAILLEURS DE FONDS TRADITIONNELS VOIENT-ILS CE PARTENARIAT D'UN BON ŒIL?**

On vit dans un monde concurrentiel, les bailleurs de fonds traditionnels ne peuvent pas exclure la présence chinoise dans le financement du développement de Madagascar. En vertu de la loi du marché, ils n'ont pas le droit de s'immiscer dans nos choix. D'autant plus qu'il ne s'agit pas d'un financement parallèle – auquel cas, la thèse d'une sanction n'est pas à écarter. (...) **P**

Retrouvez l'intégralité de l'interview sur [www.politika.mg](http://www.politika.mg)

# Pour un usage citoyen d'internet et des nouveaux médias



À Madagascar comme dans nombre de pays dans le monde, internet ne doit plus être assimilé à une zone de non-droit. Le 7 mars, le tribunal a prononcé un jugement dans une histoire relative aux ragots propagés sur un groupe Facebook. L'affaire a fait couler beaucoup d'encre dans les jour-

naux, elle a aussi inquiété pas mal d'internautes sur leurs droits et leur liberté sur le web. Bien que le verdict n'ait pas été basé sur la loi sur la cybercriminalité, tant critiquée par la presse et les organisations de la société civile, ce jugement nous rappelle qu'il existe un ensemble de règles et de comportements que nous devons adopter sur le web et dans les réseaux sociaux.

Suite à cette affaire, faut-il envisager d'initier l'internaute malgache à un usage citoyen et responsable d'internet et déclencher une réflexion sur les usages en termes d'opportunités et de risques? Faut-il apprendre à nos jeunes à maîtriser les outils numériques sans se laisser maîtriser? Ce sont autant d'interrogations qui nous poussent à réfléchir sur l'utilité d'une éducation numérique : les droits sur les photos et les vidéos, la liberté d'expression, les comportements à adopter lorsque l'on s'aperçoit qu'un site diffuse un contenu illicite ou mensonger, etc.

L'on se rend compte aujourd'hui que le nouveau monde de l'information a déjà changé notre vie. Mieux, il modifiera des aspects fondamentaux de la vie : santé, shopping, éducation, enseignement, etc. dans le futur. Néanmoins, l'impact de ces nouveaux médias est encore modeste dans notre pays,

comparé à ce qui nous attend dans les prochaines années. Heureusement ou malheureusement, - à cause des coûts d'internet encore trop élevés et l'accès au matériel encore difficile - le niveau d'éducation de la population demeure faible. En tant que citoyen malgache, comment peut-on participer positivement à ces changements alors qu'on ne dispose pas vraiment de programme de formation à la « citoyenneté numérique »?

Depuis quelques années, de grands efforts ont été consentis afin d'équiper nos lycées en tablettes numériques et d'initier nos jeunes dans la voie de l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans leurs environ-

nements. Ces tablettes n'ont pas de contenus jusqu'à ce jour. Elles sont souvent considérées comme de simples gadgets. On souhaite, avec raison, que tous les efforts consentis pour l'infrastructure matérielle aient un impact sur les pratiques et amènent nos jeunes à innover et à être compétitifs sur le marché international. On espère surtout que nos jeunes ne soient pas tenus à l'écart de la révolution numérique en cours.

Nous devons donner à nos citoyens les instruments de leur autonomie et de leur responsabilité, en leur enseignant la distance intellectuelle qu'il faut avoir sur le web pour qu'ils puissent considérer les risques du téléchargement illégal, de l'injure et de la diffamation. En développant l'esprit critique, en leur apprenant les règles d'un bon usage, en leur transmettant les valeurs, nous pourrions déjà garantir leur protection en même temps que le respect d'autrui. Il s'agit de faire prendre conscience que les conditions de production de l'information, le support ou le canal de diffusion ne sont pas neutres : ils conditionnent la forme des messages et induisent une série de choix. Une fois publiés sur la toile, ces contenus sont indélébiles. P

**Faut-il apprendre à nos jeunes à maîtriser les outils numériques sans se laisser maîtriser ?**



Une chronique de...

**Harinjaka RATOZAMANANA**

Entrepreneur pionnier dans le secteur des nouveaux médias à Madagascar, il est le co-fondateur de Habaka-Madagascar Innovation Hub. Harinjaka Ratozamanana est membre de nombreux réseaux panafricains pluridisciplinaires de chercheurs, de praticiens et de décideurs pour le développement du continent. Il déjà été intervenant dans de nombreuses conférences en Afrique. En 2014, il intégré la prestigieuse liste des « Choiseul 100 Africa » de la série Les leaders économiques de demain, un classement annuel que publie l'Institut Choiseul.



L'opinion exprimée est individuelle et n'engage que son auteur



**corruption**

## L'économie gangrénée

**La corruption a assurément un effet corrosif sur la croissance et les affaires. Sous nos latitudes, tout le monde semble s'en accommoder. Pourtant, elle engendre des impacts négatifs.**



Hilda Hasinjo



Mamy Rael

**D**evant la corruption, la réaction des investisseurs est divisée. Certains s'en accommodent bien volontiers, d'autres sont complètement outrés. « *Des investisseurs australiens étaient venus en prospection dans la Grande île. Ils avaient apporté un projet très sérieux concernant l'énergie. Mais rien que pour avoir un rendez-vous avec un*

*responsable ministériel, on leur avait réclamé une somme faramineuse. Cela les avait fait fuir illico presto* », raconte un intermédiaire malgache qui s'amuse des réactions de ces investisseurs face à ce que les Malgaches appelleraient, dramatiquement, une triste « normalité ».

« **IL N'Y A PAS DE PETITE** ou grande corruption. Il faudrait panser toutes les plaies afin d'endiguer

ce fléau. Et aux yeux de la loi, toute personne s'adonnant à la corruption est passible des peines prévues par la loi », explique Tiary Fanahimanana, magistrat financier et vice-président du Syndicat des magistrats de Madagascar (SMM). « La corruption n'est pas une affaire de niveau de vie ou de pauvreté, c'est une question de conviction et de valeur », soutient Tsiry Razafimandimby, conseiller technique au sein du Bureau indépendant de lutte contre la corruption (Bianco). Au-delà des impacts de ce fléau dans la société, les réalités vécues par les opérateurs ou les *startupper* apportent des preuves substantielles de l'impact négatif de la corruption sur l'activité économique, tant au niveau macroéconomique que microéconomique.

**LES AUTEURS MAURO**, Ades et Di Tella, Lambsdorff<sup>1</sup> ont noté qu'au niveau macroéconomique, la corruption a des effets « délétères » sur le PIB par habitant et la croissance. Dal Bó et Rossi expliquent, quant à eux, qu'au niveau microéconomique, elle est associée à une baisse de l'efficacité dans l'allocation et l'utilisation des facteurs de production<sup>2</sup>. « Les pays les moins corrompus sont ceux qui sont largement développés. La raison en est que les opérateurs économiques ont confiance en l'État et inversement. Ce qui n'est pas le cas pour Madagascar qui doit faire beaucoup de travail afin de convaincre les investisseurs. La corruption leur engendre des coûts supplémentaires », explique Claude Fanohiza, directeur exécutif de Transparency International - Initiative Madagascar. Les pays scandinaves font figure d'exemples. Il explique que l'Indice de perception de la corruption (IPC) est pratiquement la seule source d'information en termes de corruption à Madagascar. Ces dernières années, la Grande île a dégringolé dans les classements internationaux. Elle a perdu deux points en 2016 avec 26 points – contre 28 en 2015.



**MAIS LA RÉTICENCE** des investisseurs n'est pas le seul problème économique engendré par la corruption. Les bailleurs de fonds conditionnent également leurs aides et appuis à la transparence, la bonne gouvernance et la lutte effective contre la corruption. « La signature d'un accord ne signifie pas automatiquement déblocage de fonds. Et tant que les mesures de lutte contre la corruption ne sont pas effectives et palpables, les décaissements seront gelés », explique un membre de la délégation de l'Union européenne, en marge de la signature d'une convention de financements à Antsirananana, en avril. Pour un pays dépendant presque entièrement de ces aides et financements extérieurs, de tels freins handicapent largement le développement. « Tellement de phénomènes de société sont imputables à la corruption, si nous ne parlons que des cas de vindictes populaires », rappelle Claude Fanohiza.

**POTS-DE-VIN, BAKCHICHS**, dessous-de-table et autres formes de « taxes » illégales découragent fortement l'investissement. Ainsi, les coûts de transaction dus à la corruption (retards, distorsions, etc.) augmentent l'incertitude quant à la rentabilité des capitaux investis et accroissent le coût de production. *In fine*, la rentabilité s'en retrouve affectée. Contrairement aux prélèvements fiscaux officiels, la

corruption est incertaine et imprévisible. C'est ce que constatent couramment les industriels et les opérateurs économiques locaux qui doivent ferrailler quotidiennement avec l'Administration, notamment le fisc. La corruption agit comme une taxe sur le capital, mais elle est difficile à cerner et à programmer. Un investisseur potentiel averti viendra dans la Grande île avec des pincettes. « Un opérateur aura tendance à privilégier les activités à échéance plus courte telles que les échanges commerciaux et la spéculation que l'investissement à long terme », note un économiste. D'où la pleine vitalité du secteur tertiaire, au détriment du secondaire à Madagascar. (voir encadré) **P**

**Références**

<sup>1</sup> Notamment dans leurs ouvrages *National Champions and Corruption: Some Unpleasant Interventionist Arithmetic* ou *The Causes and Consequences of Corruption: A Review of Recent Empirical Contributions*.  
<sup>2</sup> *International Handbook on the Economics of Corruption*



**la corruption favorise le tertiaire**

Le secteur tertiaire fleurit à Madagascar. Le vaste champ d'activités, qui va du commerce à l'administration, en passant par les services du transport, est en pleine effervescence. La mondialisation du commerce ainsi que la corruption endémique contribuent à son essor, mais brident le secteur productif qui génère plus d'emplois et un développement sur le long terme. Étant donné que la corruption a tendance à se perpétuer, la possibilité de différer les investissements perd donc indubitablement de son intérêt. Ainsi, miser sur l'importation (PPN ou les articles technologiques) sera plus profitable aux opérateurs économiques. C'est le constat que l'on dresse actuellement si l'on ne se réfère qu'à l'économie malgache. Le cas de l'entreprise LMM est symptomatique de la situation qui règne à Madagascar. Certains articles produits localement ne sont pas compétitifs par rapport aux importations. Les coûts d'investissement sont non négligeables (électricité, mise en place des outils de production...) malgré une main-d'œuvre compétitive. À cela s'ajoutent des coûts « annexes » comme les pots-de-vin ou les extorsions de fonds. L'Economic development board of Madagascar (EBDM), le guichet unique mis en place dans la Grande île, a permis de faciliter la création d'entreprise, mais c'est l'exercice de l'entrepreneuriat qui est difficile avec ces taxes informelles qui pèsent constamment, sans oublier la « corruption banale » infestant les services publics. La corruption est un symptôme du dysfonctionnement de la relation entre l'État et les citoyens. En conséquence, l'opinion publique – notamment les investisseurs – perd confiance dans la capacité de l'État à gérer l'économie dans leur intérêt. Certaines sociétés peuvent se sentir obligées de verser des pots-de-vin pour tout simplement survivre.

----- R.A.



# syndicalisme à Madagascar

## En marche vers l'agenda 2020

**Les syndicats ont joué un grand rôle dans l'histoire aussi bien économique que politique de Madagascar. Affaibli par les divers changements de régime politique et les années de crises cycliques, le mouvement reprend sa marche en avant.**



Karina Zarazafy



FES

**1<sup>er</sup>** mai. Une cohorte joyeuse se dirige bruyamment vers le théâtre de verdure d'Antsahamanitra. Certains se remémorent les années fastes de la lutte syndicale. Cette célébration de la Fête du Travail est une grande étape dans la mise en œuvre d'un nouvel agenda syndical. Ce dernier portant principalement sur l'unification du mouvement afin de pouvoir enfin asseoir un syndicat fort à Madagascar.

**AUJOURD'HUI, LE MONDE SYNDICAL** malgache recherche son nouveau souffle. D'après la définition de l'Éducation Internationale reprise par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) dans le document intitulé *Le mouvement syndical à Madagascar*, le syndicat est « *une organisation permanente et durable, constituée par les travailleurs pour défendre leurs intérêts, essayer d'améliorer leurs conditions de travail et leurs conditions de vie par voie de négociation collective et en disposant d'une tribune d'où faire entendre leurs avis sur les problèmes qui se posent dans la société. Ainsi, un monde professionnel juste, dans lequel les droits des travailleuses et travailleurs sont respectés, n'est possible qu'avec des syndicats forts* ». Les syndicats à Madagascar, avec l'appui de plusieurs partenaires internationaux tels que la FES, par le biais du projet *Syndicat fort – agent de dévelop-*

*pement durable*, sont ainsi en marche vers une redynamisation, un renforcement et une unification du mouvement syndical. L'émergence de la Solidarité syndicale de Madagascar (SSM) aux côtés de la Conférence des Travailleurs de Madagascar témoigne d'ailleurs de ce nouveau souffle apporté à la lutte syndicale. Le principal slogan, que tout syndicat se doit de respecter, demeurant « *la justice sociale et la démocratie sur le lieu de travail* ».

**LES LEADERS SYNDICAUX** ont clairement souligné que leurs actions en faveur du droit des travailleurs et pour un monde du travail juste et démocratique, ne se limiteraient plus à l'interpellation, comme ils en avaient l'habitude ces dernières années. « *Nous allons désormais agir* », ont-ils lancé lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, qu'ils ont baptisée « *Diabe* » ou « *Grande marche* ». Les syndicalistes malgaches entendent donc impulser un nouveau tempo au mouvement. Des changements sont ainsi opérés. Et cela a commencé par ce *Diabe*, un événement des deux grandes plateformes syndicales, la Conférence des travailleurs de Madagascar (CTM) de la SSM pour le secteur public. « *Près de 75% des organisations syndicales ont été représentées* », a noté le secrétaire général de la SSM, le Dr Jean Raymond Rakotoniasy. Ce qui constitue une preuve de la volonté des travailleurs à faire valoir

leurs droits. Les syndicats entendent ainsi « *unifier leurs efforts* », mais également coaliser les différents groupements syndicaux déjà existants.

**DANS CE CADRE, LES SYNDICALISTES** sont déjà en train de mener des campagnes de sensibilisation auprès des travailleurs pour pouvoir augmenter le niveau de syndicalisation dans le pays, surtout auprès du secteur privé, où un travail de recrutement doit être mené. Barson Rakotomanga, assistant technique du projet *Syndicat fort – agent de développement durable* regrette que « *moins de 10% des travailleurs du privé soient syndiqués. C'est un combat de longue haleine* ». Cependant, des avancées sont à noter par exemple la formation du syndicat Ezaka Fampanandrosoana an'Analamanga (Efa), un syndicat qui regroupe des travailleurs indépendants opérant essentiellement à Analakely, auparavant dans le secteur informel (acheteurs-vendeurs de voitures, d'or, de téléphones, etc). En plus d'être syndiqués, ces derniers ont accepté de formaliser leurs activités. Aussi ont-ils désormais une autorisation d'exercer. Et ce, « *grâce au fait qu'ils se soient regroupés dans un syndicat* », explique la Dr Hanta Andrianasy, chargée de projet de *Syndicat fort – agent de développement durable*. C'est un grand point positif pour le mouvement étant donné que ces travailleurs sont « *enregistrés en tant que personnes exerçant des activi-*

tés économiques ». Outre la syndicalisation, des actions sont également menées dans le cadre du renforcement des capacités des membres et des travailleurs sous-informés qui n'ont pas encore intégré la marche syndicale. Du côté de la fonction publique, le syndicalisme ne se porte pas mal avec des corps qui recensent parfois des taux exceptionnels frisant les 95%.

**LA LUTTE SYNDICALE MALGACHE** ne date pas d'aujourd'hui. Cela fait près de 80 ans qu'elle est menée et qu'elle bénéficie de la reconnaissance et de l'appui de différents partenaires nationaux et internationaux. Les syndicats ont également démontré qu'ils ont la capacité à fédérer les organisations syndicales et l'on constate actuellement une avancée dans le renouvellement et le rajeunissement des responsables et des membres. Cependant, de nombreux défis restent à relever. Outre le faible taux de syndicalisation, il s'agit de la précarité des conditions de travail et d'emploi, de la disparité du mouvement syndical, de l'insuffisance de données pertinentes et fiables relatives au secteur emploi, ou encore de l'inef-

ficacité constatée des dialogues menés jusqu'ici entre les partenaires sociaux. En effet, les différents textes ratifiés par le pays, relatifs aux droits des travailleurs, tels que les droits fondamentaux au travail et à l'embauche, sont encore loin d'être respectés. La main-d'œuvre locale est supplantée par celle spécialisée venant de l'étranger dans certains secteurs. De nombreuses entreprises formelles ne se conforment pas à leurs obligations d'assurer la protection sociale de leurs employés. D'un autre côté, du fait de la faiblesse du taux de syndicalisation dans la Grande île et de l'insuffisance ou de l'indisponibilité de données fiables et pertinentes, la force de négociation et de plaidoyer des syndicats se retrouve affaiblie.

**MADAGASCAR EST UN PAYS** en développement, qui se remet à peine d'une longue crise. Cependant, comme l'a souligné le Dr Jean Raymond Rakotoniasy, le mouvement syndical consiste à « *lutter incessamment pour le droit et le bien-être des travailleurs. Il faut promouvoir le développement social et contribuer de manière effective au développement du pays.* »

*La lutte syndicale ne peut et ne pourra donc jamais être dissociée du développement national ». L'étude menée par la Dr Hanta Andrianasy et Shanti Groeger sur *Le mouvement syndical à Madagascar* affirme que « *des syndicats forts peuvent aider Madagascar à développer durablement son économie et à augmenter le niveau de vie de tous les êtres humains* ». Le syndicat occupe, selon la FES, une « *place stratégique en tant que charnière entre l'économique, le social et le politique* ». Il est ainsi « *incontournable pour garantir la justice sociale et assurer le développement, en représentant les droits et intérêts des différentes catégories de travailleurs dans le dialogue politique et social* ». Sur le plan économique, Harijaona Raboana, responsable des Relations publiques pour le lobby économique Émergence Madagascar, estime que les syndicats ont également le devoir de « *fédérer le secteur informel, en étroite collaboration avec les communes et les ministères de tutelle, pour atteindre l'objectif de transformation de ces emplois en un million d'emplois formels, déclarés et impossibles* ». Le projet mené par la FES met en avant un syndicat qui serait « *un levier faisant basculer la balance vers plus d'égalité de chances et une répartition plus équitable des richesses* ».*



## les syndicats, acteurs majeurs de l'histoire politique

Les syndicats ne sont certes pas des partis politiques. Néanmoins, la politique a toujours constitué une de leurs principales préoccupations. Ils se sont battus pour être reconnus et ont lutté pour que les travailleurs obtiennent le droit de vote ou encore le droit d'éligibilité. Si l'on se réfère à l'histoire, les grands bouleversements politiques traversés par Madagascar ont presque toujours été précédés de mouvement syndical. Depuis les années 30, le syndicalisme a accompagné la politique. Les syndicats sont « *tributaires des partis politiques* », note d'ailleurs un inspecteur du travail.

De nombreux leaders politiques de la première République étaient issus des syndicats. La Dr Hanta Andrianasy mentionne que le syndicalisme à Madagascar était particulièrement vigoureux durant la période coloniale. « *Les syndicats représentaient l'unique possibilité de lutter pour les droits sociaux et politiques, puisque les*

*activités des partis politiques étaient interdites.* » Durant la deuxième République, règne du socialisme, les syndicats étaient presque tous affiliés à des partis politiques. Ce qui a facilité l'organisation des travailleurs en syndicats. La syndicalisation était alors à son apogée. Toutefois, le mouvement a commencé à s'essouffler à la veille de la troisième République, avec la libéralisation de la pratique politique. En effet, « *les syndicats se séparèrent des partis et devinrent des organisations indépendantes qui adhèrent à différentes fédérations internationales* ». L'on a alors constaté « *une décomposition du mouvement syndical* », une division des organisations, notamment « *sur la base de leurs divergences en matière de points de vue politique* ». « *Les syndicats ont perdu une grande partie de leurs membres et leurs contenus ont été dépassés par les exigences internationales de libéralisation.* »

-----K.Z.

### AFIN DE RENFORCER LE SYNDICALISME

à Madagascar et permettre au syndicat d'assumer pleinement son rôle, un projet multi-bailleurs a été lancé par la FES. Il vise, entre autres, à contribuer à la promotion de la bonne gouvernance au niveau national et à la base. Ce, en œuvrant pour une plus grande indépendance, une crédibilité accrue et une meilleure visibilité des organisations syndicales, avec une plus forte implication des travailleurs. Dans ce cadre, d'ici l'année 2020, il est envisagé d'opérationnaliser les deux principales structures légales de Dialogue social au niveau national. Il est également prévu de faire en sorte que les structures de Dialogue social au niveau de quatre secteurs présents dans la région Analamanga soient fonctionnelles et que 30% des entreprises et établissements-employeurs en activité dans deux secteurs, toujours dans la région, disposent de structures de dialogue social. Enfin, l'agenda syndical entend augmenter à 10% le taux de syndicalisation dans quatre secteurs à Analamanga. Le chemin pour asseoir une véritable justice sociale est encore long. Des progrès sont constatés, mais un grand chantier attend encore le syndicalisme à Madagascar. Pour arriver à bout de celui-ci, asseoir « *un syndicat fort, rassembleur, et capable d'assurer une impulsion pour l'avancée sociale* » est dorénavant incontournable. **P**



“ Les syndicats ont contribué aux grands changements du pays ”

**La lutte syndicale est actuellement en train de reprendre de l'ampleur. La Dr *Hanta Andrianasy* nous livre ses analyses par rapport à la situation du syndicalisme à Madagascar.**

**politikà\_CES DERNIERS TEMPS, DE PLUS EN PLUS DE SYNDICATS SE POSITIONNENT SOUVENT FACE À LA SITUATION POLITIQUE. CELA ENTRE-T-IL ENCORE DANS LEURS AT-TRIBUTIONS?**

**hanta andrianasy** \_Si l'on se réfère à l'histoire, je présenterais celle du syndicalisme suivant quatre étapes qui correspondent d'ailleurs à l'histoire politique et sociale de Madagascar. La première correspond à l'ère coloniale, durant laquelle les Malgaches n'étaient pas autorisés à créer des partis politiques mais pouvaient par contre se regrouper en syndicats. Aussi a-t-on vu à l'époque, la naissance de quelques syndicats tels que le Sendikan'ny dokotera diplaoman'Antananarivo (Sedodia) et le Firaisan'ny sendikan'ny mpiasan'i Madagasikara (Fisema) d'où émanait le mouvement nationaliste pour l'indépendance de Madagascar. Le mouvement syndical s'était alors mélangé aux mouvements pour la libération du pays du joug colonial. Le Sendikà Kristiana malagasy (Sekrima) et d'autres syndicats sont venus par la suite pour « contrecarrer à la connotation idéologique du mouvement syndical ». Les classifications professionnelles actuellement en vigueur datent de cette période. La seconde période de l'histoire du syndicalisme commence à la première République, les Malgaches étaient libres de créer des partis. La plupart de ces partis politiques ont gardé le lien avec le syndicat dont ils étaient originaires idéologiquement. Tels, l'AKFM (le Parti du congrès de l'indépendance de Madagascar) et le Fisema. Des membres du bureau politique du parti étaient aussi dans le

bureau national du syndicat. Et l'on a constaté de nombreux cas similaires. Beaucoup de dirigeants de l'époque étaient des syndicalistes. Ces liens se sont renforcés avec le régime socialiste de la deuxième République : chaque syndicat devait intégrer le FNDR (Front National pour la Défense de la Révolution) ou Mandatehezana Miaro ny Revolisiona, en s'affiliant à un parti politique. La majeure partie des syndicats malgaches s'est conformée à cette politisation de la lutte syndicale, du syndicalisme à Madagascar.

**PUIS, SONT VENUS LE TOURNANT DES ANNÉES 90 ET LA LIBÉRALISATION POLITIQUE...**

Les libéralisations économique et politique du début des années 80 mettant fin à l'ère du Mandatehezana marquent une nouvelle ère pour le mouvement syndical. Les syndicats se sont, eux aussi, peu à peu libérés de leur affiliation politique. Ainsi, les syndicats qui ont manifesté dans le cadre de la grève générale de 1991 étaient, à quelques exceptions près, ceux qui ont désavoué leur affiliation aux partis politiques. Ils se sont constitués en Front des Fédérations des Syndicats (FFS), en réponse à la dégradation de la situation des travailleurs résultant d'un système économique et social essoufflé par des séquelles de l'économie planifiée prônée par la deuxième République et de « l'assainissement » effectué dans le cadre du Programme d'Ajustement Structurel (PAS) nouvellement commandité par les Institutions de Bretton Woods. D'une part, les effectifs des fonctionnaires ont été gelés, d'autre part, la vague de privatisation des entreprises étatiques a supprimé des emplois dans toutes

les régions de l'île. L'Unité d'actions syndicales de la FFS a rallié les syndicats en marge et s'est consolidée en Conférence des Travailleurs de Madagascar (CTM) vers la fin des années 90 pour promouvoir une culture de dialogue tripartite au niveau national, concrétisée par l'élaboration des trois principaux textes régissant le monde du travail jusqu'à présent : le Code du travail, la Statut Général des Fonctionnaires et le Code d'Hygiène, de santé, de sécurité et d'environnement du travail. Malgré ces acquis, les capacités de négociation collective à la base n'ont pas été suffisantes pour garantir des conditions d'emploi et de rémunérations plus justes, et ce, pour diverses raisons. De nouveaux syndicats ont émergé peu à peu avec la création d'une nouvelle plateforme : la Solidarité Syndicale de Madagascar (SSM). Face aux défis de la période que nous vivons actuellement, la relève syndicale se doit d'innover. La collaboration entre la CTM et la SSM en est un exemple.

**AUJOURD'HUI, POURQUOI CE BESOIN PRESSANT DE CHANGEMENT DANS LE MONDE SYNDICAL MALGACHE ?**

Au niveau structurel, on assiste à l'heure actuelle à un éparpillement des syndicats. Ce qui n'a pas lieu d'être, car les premières valeurs du syndicat sont l'unité et la solidarité. De plus, il y a un besoin de lien plus fort avec les travailleurs de base, ainsi qu'une réelle nécessité de renforcement des capacités des leaders syndicaux au niveau des fédérations. Il faudrait renforcer les réflexions sur le syndicalisme et sur le monde du travail par la mise en place d'un cercle de réflexion d'où émaneront les idées de négociation et les moyens de mener à bien les revendications. Il faudrait également se défaire de la confédération et mettre en place une seule plateforme qui chapeaute les différents syndicats par secteur. Dans ce cadre, il est nécessaire de procéder à un renforcement du système de collecte de cotisation car c'est la base du mouvement et du renouveau. De même qu'il est indispensable d'encourager le système du syndicat unisectoriel. C'est-à-dire à un secteur doit correspondre à un syndicat. La clarification des missions, visions et valeurs du syndicat est également de mise.

----- K.Z.

## Comment rasseoir l'autorité de l'État ?



**Eliana Bezaza, secrétaire général du Parti social-démocrate de Madagascar (PSD)**

*Dans l'état actuel de la société malgache, la restauration de l'autorité de l'État passe de manière incontournable par l'application de la loi et l'omniprésence du pouvoir judiciaire dans toutes les strates sociales. Normalement, l'État de droit devrait s'inscrire dans une démarche « positive », c'est-à-dire que les sanctions ne doivent être que les derniers recours. Néanmoins, le laisser-aller qui règne doit obliger à agir dans le sens du renforcement du pouvoir judiciaire. Il est malheureux qu'à Madagascar, nous sommes constamment dans l'esprit de la « correction » car ceux qui gouvernent ont de grande peine à justifier et à imposer leur autorité. Tant que la situation se fige, il n'y aura pas d'autres alternatives. Un État de droit a comme objectifs primordiaux le développement et la promotion d'un cadre de vie propice à la diversité pour que chaque individu puisse y vivre de manière harmonieuse avec ses semblables.*



**Paolo Emilio Solonavalona, administrateur civil**

*J'estime qu'il est important de remettre en avant la solidarité gouvernementale. Nous constatons aujourd'hui qu'il y a des « super ministres » qui semblent avoir des prérogatives très importantes. Il faut donc recentrer la cohésion gouvernementale autour du Chef de gouvernement. Actuellement, le niveau de commandement est encore trop disparate. Malgré les textes, personne n'est réellement capable de dire qui obéit à qui et à quoi ? Théoriquement, le Premier ministre préside l'Organe mixte de conception national. Tout ce qui a trait aux questions sécuritaires doit transiter par lui. Il est donc impératif de remettre sur selle cette niveau de décision. Au niveau des collectivités décentralisées, redonnons leurs lettres de noblesse aux chefs préfet et chefs districts qui représentent l'État. Les problèmes qui minent le pays actuellement peuvent et doivent être résolus de manière locale, à travers la prise de conscience et la prise de décision de ces leaders locaux.*

“

Chaque numéro de Politikà est une occasion pour les citoyens de se prononcer sur un sujet



**Lanto Ratsida, sociologue, président de l'Observatoire de la jeunesse**

*L'autorité d'un État se base sur des critères comme la légitimité, l'éthique de la bonne gouvernance et le niveau d'implication de ses citoyens. Cela ne s'obtient ni par la force ni par la violence. Elle naît d'une confiance réciproque, d'un rapport positif et constructif ainsi que d'une perspective inclusive. La recrudescence des vindictes populaires a un aspect politique alimenté par une crise de valeurs. La confiance en l'administration est une valeur qui se perd aujourd'hui. Mais ce comportement collectif agressif peut aussi s'expliquer par un ensemble de situations et de perceptions individuelles et collectives. Les spécialistes, lors de la récente célébration de la Journée mondiale de la santé mentale, ont tiré la sonnette d'alarme sur la santé mentale de la population qui se trouve aujourd'hui menacée à cause des difficultés socio-économiques et des malaises quotidiens. Cet état engendre le fatalisme, le désespoir et surtout une perception d'insécurité.*



réagissez sur [www.politika.mg](http://www.politika.mg)

# Les **images déformées** et les **clichés** sur l'**islam** se propagent dans les **médias**



 **La chronique de...**  
**Mathieu PELLERIN**

Mathieu Pellerin est chercheur associé au programme Afrique subsaharienne de l'Ifri et gérant de la société Cisca (Centre d'intelligence stratégique sur le continent africain). Il livre des analyses en risque pays, géostratégie et intelligence économique sur le continent africain pour le compte des grandes entreprises et d'institutions françaises et internationales. Il couvre principalement le Sahel (Mali, Niger, Libye, Mauritanie), Madagascar ou encore le Ghana, et travaille sur des dynamiques transversales : contre-terrorisme, géopolitique des conflits, synergies sino-africaines, RSE.

L'islam semble en croissance dans le pays, mais cela n'indique en rien une quelconque radicalisation des discours et des esprits. La présence à Madagascar de communautés proches des Frères musulmans, ou encore d'inspiration wahhabite (un mouvement politico-religieux saoudien, fondé par Mohammed Ben

Abdelwahha. Selon lui, l'islam devrait être ramené à sa forme originelle qu'il définit selon le Coran et les hadiths (NDLR), ou même Tabligh (cet islamisme de prédication très prosélyte prône une vision ultra-rigoriste et littérale de l'islam, NDLR), n'a rien d'original. Ces communautés sont présentes dans quasiment tous les pays à travers le monde. Jusqu'ici, la cohabitation entre ces communautés, les chiites et les communautés chrétiennes est harmonieuse à Madagascar. Toutefois, les images déformées et les clichés sur l'islam se propagent dans les médias, dans les cercles tananariviens et tendent à créer de fausses réalités entretenues par le *tsaho* malgache (le *tsaho* renvoie à la dissémination des rumeurs par le biais de divers canaux : familiaux, sociaux, etc. aboutissant à créer une réalité parfois fantasmée, NDA). Ce contexte est inquiétant, car il pousse la communauté musulmane à se replier sur elle-même, le sentiment d'exclusion, voire d'injustice, étant parmi les plus propices à la radicalisation.

Le problème tient moins aux autorités, qui ont déjà émis des signaux positifs à destination de l'islam (l'adoption en conseil des ministres des jours fériés, chômeurs et payés pour les musulmans en témoignage,

NDA) que des Églises chrétiennes, et en particulier certains dignitaires de l'Église catholique, qui se font l'écho de ces représentations étonnées de la réalité. Les propos les plus alarmistes (et fantasques) à propos de l'islam nous ont souvent été rapportés par certains dignitaires catholiques, dont l'influence auprès du pouvoir central n'est plus à démontrer. L'un d'eux soutient par exemple qu'un orphelinat construit dans le Sud-est est dirigé par un imam qui soutient Daech. Outre le fait qu'un tel postulat n'est absolument pas vérifié, l'inquiétude de ces dignitaires n'est pas nouvelle. Il semblerait que la décision prise par Ravalomana d'interdire

les activités de l'Ama (Agence des musulmans en Afrique, une ONG koweïtienne qui a fait un objet d'interdiction d'exercer de la part de l'ancien président en 2004 à Madagascar, NDLR) résultait de rapports fournis au président par des représentants d'Églises chrétiennes à propos des activités de l'Ama dans le Sud-est du pays (entretien avec un responsable du Fikamban'ny Silamo Malagasy, NDA).

Plusieurs témoignages recueillis laissent craindre que la thématique de djihadisme serve d'épouvantail - conscient ou inconscient - à une certaine frange de l'opinion publique et des acteurs politiques malgaches tout aussi inquiets de voir l'islam progresser dans le pays que d'imaginer qu'il puisse produire l'intégrisme. Cette ambivalence explique largement la confusion entretenue autour de l'« islamisation » du pays. Cette campagne de dénigrement, loin de permettre de « résister » à ce développement de l'islam, risque de produire les effets redoutés, à savoir produire de la radicalité. Le dialogue interreligieux s'avère ici fondamentale pour ne pas dresser les communautés les unes contre les autres. **P**

Extrait de l'étude *L'islamisation à Madagascar*, avec l'aimable autorisation de l'auteur

**Les propos les plus alarmistes (et fantasques) à propos de l'islam nous ont souvent été rapportés par certains dignitaires catholiques [...]**



L'opinion exprimée est individuelle et n'engage que son auteur

## Mahaleo

Indépendance,  
protestation  
et développement

**Personne n'aurait pu deviner en 1972 que 45 ans plus tard, les *protest songs* de Mahaleo vont devenir les hymnes de grèves d'étudiants, de mouvements sociaux ou des chansons de protestation de plusieurs générations.**



Jean Aimé Raveloson

Personne ne pouvait imaginer que les chants poétiques de Mahaleo continueraient à être fredonnés autour des feux de camp, sur les *tamboho* des villages et des villes, sur les plages ou durant des événements familiaux ou sociaux. Le groupe est initialement composé de sept membres : Raoul Raosolosolofo Razafindranoa (mort le 3 septembre 2010), Nono Rakotobe Andrianabelina (mort le 29 août 2014), Rabekoto Honoré Augustin

dit Bekoto, Dadah Rakotobe Andrianabela, Andrianaivo Charle-Bert dit Charle, Rajaonarison Famantanantsoa Andriamihaingo dit Fafah et Dama Rasolofondraosolo Zafimahaleo.

**MAIS MAHALEO** n'est pas seulement des *protest songs* ou de beaux textes lyriques. Mahaleo c'est aussi des projets de développement profondément ancrés dans le paysage malgache. Le groupe – à travers les talents et les capacités individuels de ses membres – entend

soutenir des actions sociales allant dans le sens du développement commun. Chacun, à leur niveau, s'engage dans le milieu urbain ou rural ainsi qu'auprès des paysans. Sur le plan artistique, parce qu'ils sont artistes bien avant tout, des membres de Mahaleo promeuvent également l'émergence de nouvelles générations de jeunes artistes, ou font partie des initiateurs de la création des syndicats des artistes<sup>1</sup>. Les Mahaleo expriment publiquement leurs idées, leurs perceptions et leur vision des choses par rapport à ce



## des constances historiques comme thèmes

qui se passe, ou ce qui ne se passe pas, dans le pays. Ils participent à des interviews, des débats publics<sup>2</sup>, des rencontres et des émissions radiotélévisées pour interpeller, faire des plaidoyers, proposer, protester ou dénoncer. Un exemple concret : Dama dénonce la mauvaise gouvernance de l'exploitation minière du pays dans le cadre des émissions « Asio maso »<sup>3</sup> du projet Taratra initié par la Conférence des Évêques de Madagascar et soutenu par le Catholic relief services (CRS). Mahaleo a toujours été politique, mais il ne se laissait pas « embobiner » et enrôler par les partis politiques, malgré les diverses tentatives au fil de l'histoire contemporaine malgache et les appels du pied incessants.

« **MAHALEO EST DÉJÀ** un mouvement politique (...) la musique en soi est déjà politique », affirme Fafah<sup>4</sup>, la voix d'or du groupe. Mahaleo a résisté aux tentations des réseaux de clientélisme et de patronage – centres du népotisme, de la corruption, de l'état de non-droit, de l'injustice, de l'impunité – et centres de contrôle des activités économiques dans le pays. « Nous sommes toujours restés indépendants. D'ailleurs, le mot "mahaleo" signifie "indépendant" (...), nous voulons être libres »<sup>5</sup>, dixit Raoul, l'un des auteurs compositeurs du groupe qui a accouché de nombreuses chansons politiques. Ainsi les *protest songs* de Mahaleo, comme *Bemolanga*, *Ho aiza* et *Lendrema*, ses chants poétiques, comme *Hanaraka anao*, *Kalaratsy ity*, *Efa ela* et *Hakamoana*, sont encore d'actualité aujourd'hui. Ces œuvres perpétuent les constantes qui persistent dans l'histoire politique et sociale de la Grande île. Les gouvernements, qu'ils soient de transition ou dirigés par des présidents élus, n'ont jamais réussi à changer ces constantes. Bien au contraire, celles-ci se sont enracinées de république en transition et de transition en république. Dans les chansons de Mahaleo, depuis les années 70,

À travers ses chansons et ses œuvres intemporelles, le groupe Mahaleo a abordé de nombreuses thématiques qui sont familières au Malgache lambda. L'on retrouve souvent le thème de la pauvreté croissante et de la stagnation économique (*Katmi*, *Kalon'ny mahantra*, *Ray sy zanaka*, *Mosary sy lagaly*, *Nofy*) dans leurs chansons, tout comme les autres préoccupations sociétales comme la prostitution (*Volaso*, *Eva*, *Kala Zakilinina*), le chômage (*Mitady kandra*, *Tsy an'asa*) ou l'injustice (*Tsindry hazo lena*, *Patrô*). Les domaines public et institutionnel ne sont pas épargnés comme la corruption, le népotisme, la mauvaise gouvernance et le pillage des ressources naturelles (*Ministra*, *Tontolo iainana*, *Aomby*, *Mpanao politika*), l'État de non-droit (*Fanjakana loham-boto*, *Fa ny fanjakana angamba no adaladala*, *iza no mahalala*), l'impunité (*Ny marina*, *Mpanao politika*) ou encore le raïamandrenisme des élus et des gouvernants (« *Manao azafady amin'ny ray aman-dreny fa vita teo re ny amin'ity* »). Les gouvernants se retrouvent bien souvent dans le viseur des chansons de Mahaleo. Ils sont critiqués pour la démagogie et le non-respect des paroles données (*Bemolanga*, *Ambohikobaka*, *Ho aiza*), les pratiques

se retrouvent des problématiques profondément ancrées dans la société malgache (voir encadré). Les auteurs s'attachent à décrire le quotidien du Malgache avec les turpitudes qui la composent.

**C'EST POURQUOI** l'histoire de Madagascar peut se raconter à travers celle de Mahaleo<sup>6</sup> et c'est pourquoi le groupe leader et ses œuvres persistent à travers les régimes successifs caractérisés par ces constantes. Après 45 ans, les titres et les textes des chansons de Mahaleo sont restés des références pour les journalistes, les auteurs d'ouvrages académiques ou politiques et d'œuvres littéraires, les discours politiques et les phrases

citoyennes. Des références qui nous invitent à apprendre de notre propre histoire, de l'histoire d'autres peuples (*Mozambika*, *Kurde*) et de l'histoire de Mahaleo (*Tadidiko ry zalahy*). Scander ou chanter publiquement les *protest songs* de Mahaleo (ou d'autres groupes issus du même moule soixantedouard), en tant que forme d'expression citoyenne, n'a pas jusqu'ici provoqué la répression du côté (des *hardliner*) des régimes et élites politiques. *Ampindramo hadalana hiarovako ny taniko izay tena tiako sady mamiko, raha toa izany ka ilaina!* (Prêtez moi un grain de folie, pour que je puisse protéger ma patrie, que j'aime profondément, si c'est nécessaire). **P**



dépassées d'antan et leur instrumentalisation (*Rivotra*, *Ambodibonara*), le manque de vision et d'idéologie des gouvernants (*Hiara-hiakatra sa hiara-hidina*, *Mazava atsinanana*), la répression violente (*Ramiaramila*, *Notifiriny ireo namanay*, *Renin-dRainivoanjo*), l'insécurité grandissante (*Aomby*, *Tonga ny alina*), les approches *top-down* (*Kara borosy*, *Aza manadino anay*, *Ambohikobaka*). Des valeurs chères à la société malgache sont égratignées avec objectivité par les Mahaleo, à l'image du *fihavanana* « intéressé » des Malgaches (*Raha mila fanampiana*). Dans l'ensemble, ces constantes historiques et sociales sont encore valables en 2017.

----- J.A.R.

### Références

- <sup>1</sup> Par exemple à travers Mahaleo zandriny, Tremplin, Tamboho et Feo tokana gitara iray.
- <sup>2</sup> Dama, Bekoto, Charle participent à des événements organisés par la FES ou les YLTPiens, comme YLTP Open Space, Donakafon'ny Tanora, Forum des idées de gauche, Voyages d'études des YLTPiens
- <sup>3</sup> Cf. <https://www.youtube.com/watch?v=CpOBaTaK-3g> pour *Asio maso 1* et <https://www.youtube.com/watch?v=9UrfryP4Ws> pour *Asio maso 2*
- <sup>4</sup> Voir Mahaleo, 40 ans d'histoire(s) de Madagascar. Entretien avec Fanny Pigeaud, Laterit, Paris, 2011, p. 54
- <sup>5</sup> Ibid, p. 66/67
- <sup>6</sup> Voir Mahaleo, 40 ans d'histoire(s) de Madagascar. Entretien avec Fanny Pigeaud, Laterit, Paris, 2011



29 mars 1947

# Le devoir de mémoire

**C'est l'un des événements les plus dramatiques, dans la quête d'émancipation de Madagascar. Le 29 Mars reste enveloppé d'épais mystères, même 70 ans après.**



Hilda Hasinjo



ANTA

Cette année, alors que l'on commémore les 70 ans de cet événement, le département d'Histoire de l'Université d'Antananarivo annonce officiellement que toutes les archives concernant le 29 mars 1947 sont désormais ouvertes et disponibles. De quoi susciter la curiosité de tous car cette révolte est longtemps restée mystérieuse aux yeux des profanes.

« **LE NOMBRE DE MORTS** et de victimes de cette lutte n'a jamais été vraiment clarifié. Le doute plane toujours », explique une journaliste de Réunion Première, en marge d'une conférence à l'université d'Antananarivo, le 28 mars. « Il s'agit de la révolte d'une population paysanne qui a vécu, depuis l'annexion du pays, dans la frayeur et dans l'insécurité. Elle n'avait plus aucun droit sur ses terres. Elle voulait changer la situation »,

explique Jeannot Rasoloarison, enseignant chercheur au sein de l'Université d'Antananarivo et l'un des rares historiens malgaches à s'être spécialisé dans l'histoire du 29 mars. Du côté malgache, les historiens évoquent un chiffre de 30 000 à 40 000 morts, dont 10 000 lors des attaques des insurgés et des combats dans les maquis. 30 000 autres auraient laissé leur vie à cause des conditions de vie déplorables durant leur cavale. Les chiffres diviseront encore pour longtemps. « Pour les Français, il s'agissait de faire une pression psychologique sur quiconque qui voulait se mesurer à l'autorité coloniale. Pour Madagascar, il était question de réveiller le patriotisme dans le cœur des compatriotes et de s'en servir comme levier de développement », explique l'historien.

**IL S'AGISSAIT AUSSI** de présenter le pays comme étant une

victime de crime de guerre ou de crime contre l'humanité. Une pression qui a presque abouti car 70 ans après les faits, un président français a enfin reconnu devant les journalistes les crimes commis par la France coloniale en 1947. « Je rends hommage (...) aux milliers de morts et à tous les militants de l'indépendance de Madagascar qui ont été alors arrêtés et condamnés pour leurs idées », a déclaré François Hollande avant de rendre hommage aux victimes du massacre de 1947, en marge du Sommet de la francophonie, en novembre dernier. De manière générale, l'insurrection de 1947 n'a pas fait l'unanimité. Elle a opposé le Parti des déshérités de Madagascar (Padesm), en faveur d'une indépendance progressive, et le MDRM, le front nationaliste, qui a jugé que chaque Malgache a bien le droit de jouir de ses droits sur son sol. Un clivage est né de ces points de vue irréconciliables. Dans l'ima-

ginaire collectif, les membres du Padesm ont été très vite considérés comme des traîtres. La séquelle de cette divergence d'opinion se fait encore sentir à nos jours.

**EN RÉALITÉ, À L'ÉPOQUE**, la divergence d'opinion ne concernait pas seulement le MDRM et le Padesm. Elle se déplaçait sur d'autres terrains. Les citoyens ne se sentaient pas non plus concernés par cette lutte. « Leur petit confort, offert par la présence des colons dans les villes, les arrangeait. Ce ne sont que les paysans qui se sont réellement livrés à la bataille », confie Jeannot Rasoloarison. Il rajoute qu'au final, cette lutte sanglante n'a rien à voir directement à l'indépendance du pays. « La France devait de toute façon quitter ses colonies en 1956 », explique-t-il. Les contours encore très flous de ce pan de l'histoire malgache ne font que raviver l'incompré-

hension dans la société. Le risque est qu'une génération entière ne s'y désintéresse. « Tout ce que je sais c'est qu'en 1947, une lutte a éclaté à Manakara, Moramanga et dans certains villages reculés de Madagascar. Nous avons dû apprendre par cœur ces leçons car on nous les demandait lors des examens. Mais c'est tout ce que cela représente pour moi », lance Valérie Mamiarisoa, une lycéenne de 16 ans. Force est de constater qu'à Madagascar, les liens entre l'histoire et la vie quotidienne est quasi inexistant. « Ne nous étonnons pas si des dirigeants réagissent en déclarant ne rien savoir de l'histoire ou que le 29 Mars est considéré comme étant une journée à célébrer plutôt qu'à commémorer. Ne pas savoir tirer des leçons de l'histoire est une chose. Ne pas connaître l'histoire en est une autre », conclut Marius Andriatiana, sociologue. **P**



**Jeannot RASOLOARISON**  
Historien



Hilda Hasinjo et Andriamanambe Raoto

## “ Il fallait tuer l'émancipation dans l'œuf ”

**L'HISTORIEN REVIENT POUR NOUS SUR CETTE HISTOIRE MALGACHE ET SES ZONES D'OMBRE QUI SONT ENCORE MÉCONNUES.**

**En tant qu'historien, vous contestez le chiffre de 90 000 morts lors des événements de 1947. Pourquoi ?**

L'autorité coloniale militaire a été à l'origine de ce chiffre au lendemain de l'insurrection, sans qu'il ait pu être réellement vérifié et démontré. Personnellement, je ne pense pas que le nombre de victimes puisse atteindre ce chiffre qui a été relayé pour « amplifier » le drame qui était certes bien réel. N'oublions pas que l'on a martelé ce chiffre de 90 000 morts pour faire condamner la

France à ce qui se rapprocherait d'un génocide. Cela ne change en rien l'implication et la culpabilité de la France.

**Nous commémorons la 70<sup>e</sup> année des événements cette année. Les archives de 29 mars 1947 ont été rendues publiques. Quels éléments nouveaux ont-elles apporté dans la compréhension de ce pan de notre histoire ?**

Aussi bien en France qu'à Madagascar, les archives rendues publiques tendent à conforter la thèse connue selon laquelle les autorités coloniales françaises ont surfé sur la dynamique d'une rébellion pour tuer un quelconque mouvement d'émancipation malgache dans l'œuf. Stratégiquement, le

désir d'indépendance des Malgaches, matérialisé par les sociétés secrètes, avait servi leur cause. Il ne faut pas exclure le fait que le rang malgache ait été infiltré.

**Les événements du 29 mars 1947 sont symbolisés par cette journée. Peuvent-ils être résumés à cette unique date ?**

Il faut retenir que dans diverses mémoires et archives, nous avons pu relever que les paysans, femmes et enfants ont connu plusieurs saisons rizicoles durant leur cavale. Ce qui fait que finalement, la révolte de 1947 n'a pas été brève. Elle a duré de longs mois. Et c'est généralement dans ces conditions que de nombreuses victimes ont perdu la vie.

# Des bulles en effervescence



## La chronique de...

### Andriatsihoarana RAOTO

Signant ses planches Rwt, Andriatsihoarana Raoto se passionne pour l'univers des dessins depuis son enfance, avec un certain sens cartésien, car il est mathématicien de formation. Autodidacte, il a un faible pour le manga, la bande dessinée nipponne, et la culture orientale en général. Amateur de culture pop, il plaide pour l'utilisation en tant que médium de la bande dessinée. Il est à la tête de l'association Tantsary depuis 2015, après le décès tragique de Ramika.

La bande dessinée, plus communément admise en tant que neuvième art, est en plein renouveau à Madagascar. Cette discipline artistique est fort respectée sur le Vieux continent et plus largement en Occident. Des bédésistes comme, entre autres, Hergé (Tintin) ou Enki Bilal (La Femme piège), Uderzo

(Astérix) pour les Européens, Osamu Tezuka (Astro Boy), Katsuhiro Otomo (Akira) pour les Nippons, Stan Lee (Spiderman), Frank Miller (Batman) pour les Américains, sont statufiés en tant qu'artistes à part entière et ils entrent même dans le panthéon de la culture populaire. Leurs planches originales sont considérées au même titre que les tableaux de peintres renommés et elles valent de l'or.

Une œuvre comme Persepolis de Marjane Satrapi est à la fois un témoignage historique et une réflexion sur l'identité et l'exil. Persepolis est le plus grand succès éditorial de la bande dessinée dite « alternative » européenne des années 2000.

Sous nos tropiques, la bande dessinée recherche sa place. Dans la Grande île, elle s'apparente encore à une distraction et à un passe-temps. Elle a eu son lectorat et son heure de gloire dans les années 80, mais elle a perdu de son superbe en quelques décennies avant que des phénomènes mondiaux comme la vague du manga japonais ou des *comics* américains n'émergent et ne la réveille de sa léthargie. Nous avons là des exemples

de mondialisation qui induisent des émulations positives auprès de nos jeunes. Ces derniers se sont appropriés ces styles pour les réadapter à leur goût et à leur... image. Cela prouve que nous pouvons surfer sur la vague déferlante de la mondialisation, pas seulement la subir.

C'est dans le sens de la vulgarisation de cette culture à part entière que se tient tous les ans le Mois de la bande dessinée à travers le festival Gasy Bulles, célébré tout le long du mois de juin. La manifestation vise à « démocratiser » cette culture. Cette année, il sera placé justement sous les couleurs du dessin de presse.

N'oublions pas que Madagascar a et a eu de grands caricaturistes comme les regrettés Aimé Razafay ou

Ramika, caricaturiste de La Gazette de la Grande île qui est mort poignardé. Pov et Elisé Ranarivelo sévissent toujours en étant des locomotives pour des jeunes qui sont de plus en plus nombreux et de plus en plus talentueux.

Notre devoir de mémoire et nos engagements pour un avenir meilleur peuvent et doivent transiter par la promotion de la culture et notamment par l'art. La bande dessinée n'est pas qu'une distraction même si c'est sa fonction première. Elle doit dépasser ce cadre strict. C'est aussi un médium puissant qui peut transmettre des messages de manière efficace. L'image est parlante, surtout dans le milieu de l'enfance et dans les milieux ruraux où l'analphabétisme est encore une réalité à Madagascar. À travers notre association Tantsary, nous avons publié un recueil de bandes dessinées sur le thème de la corruption. Certes, les *feed-backs* ont été positifs, mais nous avons besoin qu'ils se traduisent en actions concrètes. **P**

**La bande dessinée n'est pas qu'une distraction même si c'est sa fonction première. Elle doit dépasser ce cadre strict.**



L'opinion exprimée est individuelle et n'engage que son auteur



## Que vienne la liberté!

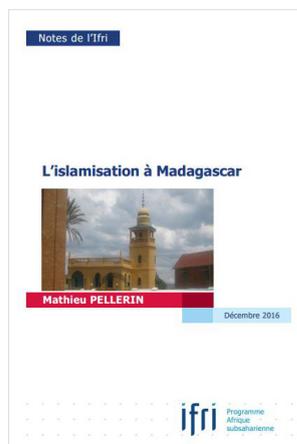
Mars 1947 à Madagascar, la Grande île de l'océan Indien. La « rébellion » éclate. Ainsi a-t-on appelée cette révolte populaire et patriotique, début d'une répression atroce qui fera officiellement 90 000 victimes, abattues, fusillées, exécutées, jetées d'avion. Il s'ensuit un procès « exemplaire » comme le colonialisme savait en organiser : condamnation à mort, à vie, bannissement jusqu'en « métropole », cette mère assassine, et des répressions en tout genre. Dans la tourmente, une jeune fille, à peine sortie de l'adolescence, fille de militaire, descendante d'un grand serviteur du roi Andrianampoinimerina, Gisèle Rabesahala, se trouve tout d'un coup propulsée au cœur de la Résistance. Dans ce livre, elle apporte des témoignages précieux pour comprendre l'histoire récente de Madagascar.

Disponible à la librairie Tsipika

## L'islamisation à Madagascar

L'islam à Madagascar fait depuis quelques années, l'objet d'une très forte couverture médiatique et politique. La thématique de « l'islamisation » est dominante dans le traitement politico-médiatique, relayant des informations souvent non vérifiées, voire totalement erronées. Cet attrait, aussi massif que soudain, tranche avec le faible nombre d'études sur l'islam à Madagascar. Cet ouvrage de Mathieu Pellerin tente de corriger le tir. Il est chercheur associé au programme Afrique subsaharienne de l'Ifri et gérant de la société Centre d'Intelligence Stratégique sur le Continent Africain (Cisca). Il livre régulièrement des analyses en risque pays, géostratégie et intelligence économique sur le continent africain pour le compte de grandes entreprises et d'institutions françaises et internationales.

Téléchargeable sur le site [www.ifri.org](http://www.ifri.org)



## Poids des entreprises industrielles membres du Sim dans l'économie malgache

L'industrie joue un rôle stratégique pour l'indépendance économique d'un pays. Ceci se traduit par la contribution du secteur industriel dans le PIB de Madagascar qui s'élève à presque 15% pour l'année 2015. Le taux de création d'emplois y est de 20% avec un taux de 4% pour la création supplémentaire d'emplois. La proportion des investissements réalisés par les membres du Sim s'élève à 75% du total des investissements industriels à Madagascar en 2015 générant un taux de 23,5% des recettes fiscales : impôts, taxes et redevances versés par les membres du Sim. La lecture de ce document permet de constater l'apport important du secteur secondaire dans l'économie malgache ainsi que des défis auxquels il fait face.

Téléchargeable sur le site [www.fes-madagascar.org](http://www.fes-madagascar.org)



# TOPS & FLOPS

- Souvent **décrié** pour son manque d'**efficacité** et ses **atermoissements**, le **Bianco** semble vouloir **afficher** la **volonté** de mener à **bien** la **mission** qui lui a été **confiée**.

- Projet de **coopération** entre le **Sénat** de Madagascar et la **FES** mis sur orbite. Il vise à **consolider** la **démocratie** dans le **parlementarisme** à Madagascar.

- Cinq **jeunes** porteurs de **projets** ont été mis en **avant** lors de la **Fim**. Les cinq **startups** ont eu l'**occasion** de **se démarquer** lors du rendez-vous devant des **investisseurs** potentiels.



- La séance de **rattrapage 2.0** du **Président**, à travers une chaîne **YouTube** dédiée, n'a **pas convaincu**, malgré les **contenus** jouant sur la **proximité**.

- Les **kidnappings** demeurent **monnaie courante** sous nos latitudes. Et ils **visent** la plupart du temps la communauté **indo-pakistanaise**. Les **industriels** sont **montés au créneau** pour mettre les **pouvoirs publics** devant leurs **responsabilités**.

- **Madagascar** reste parmi les **pays** ayant des **risques élevés** de flambées de **violence** (**High warning**) selon le rapport **Fragile State Index 2017**, publié par le **Fund for Peace**.

## 2018 : bataille d'idées ou concours de beauté ?

# 2017



à peine entamée, 2018 - année électorale - jette déjà son ombre en avant. Si le président de la République se plie aux fervents appels de son parti de se représenter aux urnes, il devrait - respect de la Constitution oblige - démissionner au plus tard en juillet 2018. On entrera donc d'ici peu dans la dernière année du mandat de Hery Rajaonarimampianina.

Le basculement du parti Tim dans l'opposition officielle clarifie d'ailleurs la situation politique, souvent peu compréhensible pour le citoyen lambda, avec des alliances éphémères et contre nature qui se font et se défont à grande vitesse, comme la soi-disant « majorité à géométrie variable » régnant depuis 2014 à l'Assemblée nationale. Aussi longtemps qu'il n'émerge aucun challenger sérieux, il est donc réaliste de s'attendre à un grand affrontement en 2018 entre les représentants des trois camps du paysage politique malgache (HVM vs. Tim vs. Mapar/Armada). Un risque de crise n'est pas complètement à écarter. La méfiance entre les acteurs politiques est connue. En 2013/14, il a fallu quelques semaines avant que le candidat Jean-Louis Robinson se plie aux résultats des urnes. Qu'est-ce qui nous assure que 2018 serait différent ?

À part les soucis d'organisation fiable, la question se pose, avec raison, si ces élections feront vraiment avancer la démocratie malgache. Les derniers résultats de l'Afrobaromètre (2015) ont démontré l'existence d'une énorme méfiance des citoyens envers la démocratie. Seuls 11% des citoyens interrogés ont été satisfaits du fonctionnement de la démocratie. Un triste record négatif en Afrique. Cette méfiance se montre aussi à travers l'affaiblissement du taux de participation aux élections (73,9% en 1993 - 48,3 en 2013). Lors des municipales, l'abstention dans la capitale a été de 71%. La démocratie électorale perd ses électeurs. Cette apathie citoyenne pourrait s'expliquer par l'absence d'un véritable choix en politique. Les

partis politiques sont souvent dépourvus de programmes, d'idéologies, de projets de société les différenciant les uns des autres. Tout le choix politique se réduit au candidat, sa personnalité et son charisme, et la promesse mise en avant de « développer » Madagascar. Dans le

pays, la politique manque de contenu et de vrais débats sur des idées de solutions différentes. Des idées qui prendront au sérieux les citoyens au lieu de les traiter comme des enfants à la recherche d'un père sévère.

« Distribuer des tee-shirts pour convaincre la population à élire ses candidats, c'est l'humilier », dit Marc Ravalomanana lors de son passage à Toamasina en octobre 2016. Une analyse lucide pour un politicien qui n'était pourtant pas toujours connu comme un adversaire farouche de cette pratique. « Pain et jeux » était déjà la stratégie préférée des empereurs romains afin de conquérir le peuple. « T-shirts et concerts » en serait la traduction malgache contemporaine.

Cependant, le sens même d'une démocratie électorale est l'existence d'un vrai choix entre des programmes différents. Le point culminant de toute démocratie est ainsi cette bataille d'idées, lors des élections, mais aussi entre celles-ci, notamment au Parlement et dans les médias. Refuser de débattre des grandes questions de la nation, et remplacer ce débat par une bataille vide de sens, où triomphe la « bogossité », et où finalement celui qui dispose du plus d'argent s'achète son électorat, c'est la mort de la démocratie.

Si la classe politique continue aujourd'hui cette infantilisation de la population, ce n'est pas toujours par mauvaise volonté. Cette stratégie reste malgré tout la plus efficace afin de rassembler le plus grand nombre d'électeurs. Ce serait donc aussi au peuple malgache lui-même de se demander si, au lieu de s'abstenir, de se laisser acheter et de quémander pour obtenir quelques *gimmicks*, il ne serait pas temps d'interpeller ses politiciens afin que ceux-ci lui offrent bien plus que des spectacles et des miettes. **P**

Marcus SCHNEIDER

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**  
Marcus SCHNEIDER

**DIRECTEUR DE PUBLICATION ADJOINT**  
Jean Aimé RAVELOSON

**COMITÉ DE LECTURE**  
Dominique RAKOTOMALALA  
Hanta ANDRIANASY  
Jean Aimé RAVELOSON  
Marcus SCHNEIDER  
Mireille RATOAVELOSON

**DIRECTEUR GÉNÉRAL FONDATEUR**  
Tanteliamiriza RAKOTOMALALA

**DIRECTEUR DE CRÉATION**  
Toky RAJAONA

**RÉDACTEUR EN CHEF**  
Andriamanambe RAOTO

**DIRECTEUR ARTISTIQUE**  
Nirilanto RAMANAMISATA

**ATTACHÉ DE PRODUCTION**  
Anjasa RANDRIANASOLO  
Miangaly ANDRIANALY

**ÉQUIPE PERMANENTE**  
Alain ILONIAINA  
Hilda HASINJO  
Karina ZARAZAFY

**CONTRIBUTEURS**  
Andriatsihoarana RAOTO  
Haingo RAJOELISON  
Harinaivo RANDRIANATOANDRO  
Harinjaka RATOZAMANANA  
Jean Aimé RAVELOSON  
Mathieu PELLERIN  
Misaina RAKOTONDRATSIMA  
Nathan RAHERIVELO  
Raymond RANJEVA

**SECRETARIAT DE RÉDACTION**  
Pela RAVALITERA

**PHOTOS**  
Alain ILONIAINA  
ANTA  
FES  
Gino RAMIADAMAHEFA  
Mamy RANDRIANASOLO  
Nirilanto RAMANAMISATA  
Toky RAJAONA  
Présidence de la République de Madagascar  
Primature

redaction@politikā.mg

Politikā est une publication de



# la politique, à portée de clic.



retrouvez la version 100% numérique de **politikā**,  
où vous voulez, quand vous voulez,  
sur [www.politika.mg](http://www.politika.mg)

suivez **politikā** sur



[redaction@politika.mg](mailto:redaction@politika.mg)

**politikā**

vivons la politique. différemment.

**politikā**

**vivons la politique. différemment.**